



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

**Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et
des Sciences de Gestion Département de Finance et
comptabilité**

**Mémoire de fin de cycle En vue de l'obtention du diplôme De
Master en Finance et Comptabilité**

Option : Comptabilité et audit

Thème

**Financement Bancaire d'un projet
d'investissement**

Le Cas CPA Sidi Aich

Réalisé par

HASSAIM Lydia

TIGUERT Zahia

Encadré par :

M^{me} AZRI Khoukha

Promotion 2024

REMERCIEMENTS

Nous remercions « DIEU tout puissant » de nous avoir donné la force et la sagesse pour achever ce modeste travail.

Nous tenons à remercier tout d'abord Madame Meklat, notre promotrice, pour son dévouement, son encadrement attentif, et le temps qu'elle nous a consacré pour nous accompagner et relire notre travail.

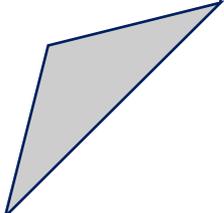
Nous souhaitons également exprimer notre gratitude à Monsieur Barka, notre encadreur de stage effectué au CPA de Sidi Aïch. Nous lui sommes reconnaissantes pour son accompagnement, ses conseils, son professionnalisme, son soutien et son expertise.

Nos remerciements s'adressent également à tout le personnel de ce Master, ainsi qu'à tous les enseignants qui ont contribué à notre formation universitaire au sein de la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa.

À tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à l'élaboration de ce travail, nous exprimons notre sincère gratitude.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui m'ont encouragé lors de la réalisation de ce mémoire.

Lydia et Zahia



Dédicace

À Dieu, pour m'avoir guidé et soutenu tout au long de ce travail.

Je dédie ce travail à mes chers parents, pour leur amour inconditionnel, leurs sacrifices et leur soutien sans faille

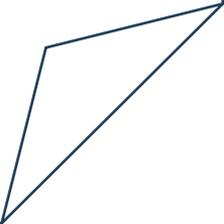
Maman, ta force et ton dévouement m'ont toujours inspiré. Tu es mon pilier, ma source de courage. Je te suis éternellement reconnaissant pour tout ce que tu as fait. Sache que je serai toujours là pour toi, et que je prie Dieu de te garder en bonne santé et de te protéger.

à mon père, qui nous a quittés trop tôt. Papa, j'aurais tant voulu que tu sois là pour voir ce jour.

J'espère que tu es fier de moi et des valeurs que tu m'as inculquées. Ton amour est toujours vivant dans mon cœur, et tu m'inspires toujours. Tu restes dans mon cœur pour toujours ,merci pour tout ce que tu as fait pour moi et pour notre famille, et je t'aime profondément. Que le paradis soit son éternel refuge, où il repose en paix, loin des soucis et des peines de ce monde.

Je dédie également ce travail à mes frères et sœurs, avec une mention spéciale pour mon grand frère Bachir, qui a été comme un père, un frère et un ami pour moi. Merci pour ton soutien et tes conseils ont été essentiels, À ma sœur Mélissa, merci pour ton amour et ton encouragement. Je vous aime tous.

Zahia



Dédicaces

Dieu, pour Sa guidance et Son soutien tout au long de ce travail, je dédie ce travail.

À mes chers parents, dont l'amour inébranlable, les sacrifices sans limite, et le soutien sans faille ont été les fondations de ce mémoire. Je vous offre ces pages avec tout mon amour et ma gratitude éternelle.

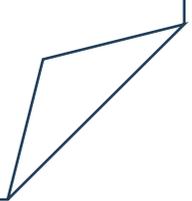
À mes merveilleuses sœurs Nadjat, Celia, Ounissa, Wissam, Lyticia et surtout à ma meilleure sœur Sonia, sans oublier mes frères Sahnoune , Adel Ce travail est un témoignage de notre lien familial indéfectible.

À mon cher oncle Saadi et sa femme Dahbia, ainsi qu'à mes tantes Samira et Kahina, pour leur soutien et leur présence précieuse.

À mes meilleures amies Fatima et Meriem, dont l'amitié sincère et le soutien constant ont été des sources d'inspiration tout au long de ce parcours.

À toute ma famille, et mes amies ce mémoire est dédié en reconnaissance de votre soutien et de votre encouragement constants.

Lydia



Sommaire

Introduction Générale	1
Chapitre I : stratégie de financement des entreprises et implication des banques	3
Section 01 : notions de base sur l'entreprise.....	4
Section 02 : besoins de financement des entreprises	9
Section 03 : le rôle des banques dans le financement des investissements	18
Chapitre II : l'évaluation de projets d'investissement et la gestion de risque de crédit.....	24
Section 01 : Notions de base sur l'investissement et projet d'investissement	26
Section 02 : crédit d'investissement et le risque	33
Section 03 : La Gestion de risque de crédit et ses garanties	43
Chapitre III : étude de cas analyse approfondie de la banque CPA SIDI AICH.....	52
Section 01 : présentation de la banque CPA SIDI AICH et son rôle dans le financement des investissements	53
Section 02 : montage et étude de la viabilité du projet d'investissement	59
Section 03 : étude de la rentabilité de projet d'investissement	67
Conclusion Générale	82

Liste des Tableaux et figures

Liste des abréviations

La bibliographie

Tables de matières

Annexes

Résumé

Introduction Générale

Les entreprises, quels que soient leur domaine d'activité, jouent un rôle crucial dans l'économie, nécessitant des capitaux pour leur croissance. Ces capitaux, provenant de sources internes et externes, sont essentiels pour maximiser les profits et investir dans de nouvelles idées et installation. Ces investissements, qu'ils soient dans l'agriculture, l'industrie ou les services, contribuent à renforcer la croissance économique nationale et à promouvoir la prospérité de la population. Ainsi, les décisions d'investissements revêtent une importance capitale pour le développement durable des entreprises et de l'économie dans son ensemble.

Dans ce contexte, les banques jouent un rôle central en facilitant l'accès aux capitaux nécessaires aux entreprises. En tant qu'acteurs clés du système financé, les banques collectent des ressources auprès de la clientèle et les transforment en crédits accordés aux entreprises en besoin de financement. Ces entreprises, représentant le moteur de l'activité économique, expriment clairement leur besoin de financement, soulignant ainsi l'importance du rôle des banques dans la dynamique économique globale. Ainsi, la collaboration entre les entreprises et les banques est cruciale pour assurer une allocation efficace des ressources et favoriser une croissance économique durable.

Dans leur quête de croissance et de développement, les entreprises cherchent à maximiser leurs bénéfices à travers des investissements stratégiques. Que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie ou des services, ces investissements jouent un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique et la création de richesse. La décision d'investissement revêt ainsi une importance capitale pour chaque entreprise, car elle détermine sa capacité à innover, à s'adapter aux changements du marché et à assurer sa pérennité.

Cependant, chaque projet d'investissement est également confronté à des risques potentiels, tant internes qu'externes, qui nécessitent une évaluation minutieuse et une gestion proactive pour garantir sa réussite à long terme.

Pour les institutions financières, notamment les banques, qui jouent un rôle central dans le financement des investissements des entreprises, la gestion des risques liés à ces investissements est une préoccupation majeure. En effet, chaque décision de prêt comporte des risques de non-remboursement, de volatilité du marché et d'autres facteurs externes imprévisibles. Pour atténuer ces risques, les banques doivent mettre en place des mécanismes de contrôle et des politiques de gestion des risques robustes. Cela implique la réalisation d'analyses approfondies de la solvabilité des emprunteurs, l'évaluation des garanties offertes et la diversification prudente des portefeuilles de prêts. En fin de compte, la gestion efficace des risques d'investissements permet aux banques

de soutenir de manière durable la croissance et le développement des entreprises, tout en préservant leur propre stabilité financière.

Dans le cadre de cette étude, notre objectif est de comprendre comment les banques peuvent jouer un rôle plus efficace dans le financement des entreprises. En essayons de répondre à la question suivante :

Comment la banque CPA de Sidi AICH évalue – t –elle les projets d’investissements à financer tout en atténuant le risque associé?

Face à l’importance cruciale des décisions d’investissement pour le développement durable des entreprises et de l’économie dans son ensemble, il est essentiel d’examiner de près les pratiques actuelles des banques en matière d’allocation des ressources financières. Cette question guidera notre analyse approfondie des pratiques et des politiques de financement des investissements, dans le but de proposer des recommandations visant à améliorer la performance et la stabilité du système financier.

Pour approfondir notre compréhension de ce sujet, nous identifions plusieurs questions secondaires essentielles, notamment :

- Quelle la méthode d’évaluation de projets utilisée par la banque CPA pour évaluer leur viabilité ?
- Quels sont les critères de choix principaux utilisés par la CPA pour trancher sur la décision d’investissement ?

Afin de fonder notre réflexion, nous nous sommes appuyés sur les hypothèses suivantes :

- La banque CPA de SIDI AICH est très sollicitée pour le financement des projets d’investissement, vue quelle se situe à proximité de la zone industrielle d’Akbou. Ce qui la rend plus exigeante lors de l’étude de dossier et la contraint à utiliser tous les critères de rentabilité pour prendre sa décision.

Afin de réaliser ce travail nous avons effectué une recherche bibliographique sur des ouvrages, des documents et des sites internet. De plus nous avons effectué un stage de 30 jours chez la CPA de Sidi Aich, Bejaia.

Notre travail est structuré en 3 chapitres ; un premier qui traite des stratégies de financement des entreprises et le rôle des banques. Le second chapitre abordera l’évaluation de projets d’investissement et la gestion de risque de crédit. Quant au troisième, il relatera le cas d’un projet d’investissement évalué et financé par la banque CPA de Sidi Aich. Nous terminerons par une conclusion générale.

Chapitre I : stratégie de financement des entreprises et implication des banques

Introduction

Dans ce premier chapitre, nous explorons les fondements du financement des entreprises et l'implication des banques dans ce processus cruciale. Notre objectif est de fournir une compréhension approfondie des stratégies de financement adoptées par les entreprises et du rôle centrale des banques dans la facilitation de ces stratégies.

Nous commencerons par poser les bases avec une exploration des notions de base sur le financement des entreprises. Cela comprendra la définition des termes clés et une discussion sur l'importance du financement dans le contexte économique actuel. En comprenant ces concepts fondamentaux, nous pourrons mieux, appréhender les défis et les opportunités auxquels sont confrontées les entreprises dans leur quête de financement.

Ensuite, nous examinerons en détail les besoins de financement des entreprises, en mettant l'accent sur l'analyse de ces besoins, les différentes sources de financement disponibles et l'importance des décisions d'investissement pour la croissance et la pérennité des entreprises. Cette analyse approfondie nous permettra de comprendre les défis spécifiques auxquels sont confrontées les entreprises lorsqu'elles cherchent à sécuriser les fonds nécessaires à leur développement.

Enfin, nous nous pencherons sur le rôle crucial des banques dans le financement des investissements des entreprises. Nous explorons le fonctionnement du système bancaire, les types de produits financiers offerts aux entreprises et les pratiques actuelles des banques en matière de financement des investissements. Cette analyse nous permettra de comprendre comment les banques peuvent influencer et soutenir les stratégies de financement des entreprises, ainsi que les défis auxquels elles sont confrontées sans ce processus.

Section 01 : notion de base sur les entreprises

Les entreprises sont au cœur de toute activité économique, jouant un rôle fondamental dans le développement et la croissance de l'économie. Cette section vise à présenter une vue d'ensemble des concepts de base relatifs aux entreprises, en examinant leurs définitions, leurs caractéristiques, leurs différentes classifications, ainsi que leurs rôles économiques et sociaux. Comprendre ces notions est essentiel pour apprécier la complexité et l'importance des entreprises dans le contexte économique actuel.

1.1. Définition de l'entreprise :

Selon Pierre LAUZEL (comptabilité analytique et gestion – Editions SIERY donne deux définitions de l'entreprise). La première présente l'entreprise comme : « un ensemble coordonné d'organes, agencés selon des finalités spécifiques pour remplir certaines fonctions, en exécutant

des opérations plus ou moins complexes et répétitives qui aboutissent à la livraison au marché d'objet ou présentations de services dont la vente est génératrice d'un résultat ». ¹

Dans le second, l'entreprise est considérée comme : « un groupement humain hiérarchisé qui met en œuvre des moyens intellectuels, physiques, financiers, pour extraire, transformer, transporter, distribuer des richesses ou produire des services conformément à des objectifs définis par une direction, personnelle ou collégiale, en faisant intervenir, à des degrés divers, les motivations de profit et d'utilité sociale ». ²

Cette définition attribue à l'entreprise une triple fonction sociale, économique et financière qui pose le problème de la conciliation de ses objectifs traditionnels de maximisation du profit et ceux, plus actuel, d'utilité sociale.

1.2. Classification des entreprises

1.2.1. Classification selon la nature économique :

- **Le secteur primaire** : il regroupe toutes les entreprises utilisant à titre principal le facteur naturel. Il englobe l'agriculture, la pêche, etc....

- **Le secteur secondaire** : regroupe toutes les entreprises ayant comme activité la transformation de matières premières en produits finis. Il englobe donc toutes les industries.

- **Le secteur tertiaire** : il regroupe toutes les entreprises prestataires de services : les activités de distribution, de transport, de loisir, assurance...

1.2.2. Classification selon la nature de l'activité :

- **Les entreprises industrielles** : L'activité d'une telle entreprise est la production des biens. Elle achète les matières premières, les transforme en produits finis destinés à un marché à une valeur supérieure. Son activité se schématise par : Achat ...stockage ... Produit ...Stockage... Vente.

- **Les entreprises commerciales** : leurs activités principales sont la commercialisation des marchandises (achat et stockage des matières premières, production de sous-produits et produits finis et stockage). Vente des produits finis est destinée à être revendue en l'état). Contrairement à l'entreprise de production des biens, l'entreprise commerciale n'apporte aucune modification substantielle aux biens achetés. Son activité se schématise par : Achat... Stockage...Vente.

- **Les entreprises prestataires de Services** : Ont pour activités principales de fournir les services. Ici, les services sont assimilés aux biens immatériels. Nous pouvons citer : (la banque rend service

¹ PIERRE L ; « Comptabilité analytique et gestion ». Édition SIERY, paris, 2003. Page37

² Idem

de tenue de comptes, prêts, Achat des titres...). Son activité se schématise par : Production de service Ventes.

1.2.3. Classification selon la dimension (la taille) :

- Petite entreprise
- Moyenne entreprise
- Grande entreprise

Cette classification peut être faite suivant le poids financier de l'entreprise et/ou l'importance du nombre de personnes que comprend l'entreprise le principe est simple au plus le poids financier et/ou le nombre de personnes est important ou plus l'entreprise sera considérée comme grande.

1.2.4. Classification selon le statut juridique :

- Les entreprises privées
- Les entreprises publiques
- Les entreprises publiques
- Les entreprises publiques

Les entreprises privées peuvent être divisées en entreprises de personnes physiques qui sont les indépendants et en entreprises de personnes morales qui sont les sociétés.

Les entreprises de personnes morales peuvent être réparties entre celle qui possède la personnalité juridique et celle qui ne bénéficie pas de la personnalité juridique.

1.3. Rôle de l'entreprise

L'entreprise possède trois rôles principaux à savoir :

- **Son rôle technique** : est de produire dans les meilleures conditions, par une bonne organisation ;
- **Son rôle économique** :
 - **Création de Richesse** : Les entreprises génèrent de la richesse dans l'économie en produisant des biens et services. Cette création de richesse se reflète dans le Produit Intérieur Brut (PIB) d'un pays.
 - **Emploi** : Les entreprises sont des employeurs majeurs, fournissant des emplois à une large part de la population. Elles offrent non seulement des moyens de subsistance mais contribuent également au développement des compétences et à l'avancement professionnel.
 - **Innovation et Recherche** : Les entreprises investissent dans la recherche et le développement, menant à de nouvelles découvertes, produits, et services. Cela stimule l'innovation, ce qui est crucial pour la compétitivité et l'avancement technologique.

- **Stimulation de la Consommation** : En produisant une variété de biens et services, les entreprises stimulent la consommation, un moteur clé de la croissance économique.
- **Commerce International** : Les entreprises facilitent le commerce international, en important et exportant des biens et services. Cela contribue à la globalisation économique et renforce les liens économiques entre les nations.
- **Contribution Fiscale** : Les entreprises contribuent significativement aux recettes publiques par le biais des impôts, finançant ainsi des services publics essentiels comme la santé, l'éducation, et les infrastructures.
- **Développement Régional** : Les entreprises jouent un rôle crucial dans le développement économique des régions, en apportant des investissements et en stimulant la croissance économique locale.
- **Réponse aux Besoins du Marché** : Les entreprises répondent aux besoins et désirs des consommateurs, jouant un rôle clé dans l'allocation des ressources et dans la détermination de la direction de l'économie basée sur la demande.

En somme, les entreprises sont un pilier central de l'économie. Elles agissent comme moteurs de la croissance, de l'innovation, et de la prospérité, influençant non seulement l'économie, mais aussi la société dans son ensemble.

➤ **Son rôle social** : est de répartir équitablement les revenus de la production.

1.4. Les objectifs de l'entreprise :³

Voici les 6 meilleurs objectifs que vous puissiez définir pour votre entreprise afin de la rendre plus performante.

1.4.1 Augmenter la rentabilité :

La rentabilité est une préoccupation majeure de toutes les organisations. Pourquoi ? Les bénéfices sont une mesure du succès de toute entreprise. Ils alimentent la croissance et le développement et génèrent des bénéfices plus importants pour les actionnaires. Les bénéfices sont également un facteur clé de la budgétisation. Et entre autres choses, un indicateur clair de la performance de votre entreprise. On peut se demander si les entreprises se développent dans le but de générer des bénéfices. Ou si les profits sont nécessaires pour que les entreprises puissent survivre. Ne nous attardons pas inutilement sur le but ultime d'une entreprise. Pour beaucoup, *la* rentabilité est un facteur clé pour comprendre ce que fait une entreprise et pourquoi.

³ ecolier-online.com/quels-sont-les-principaux-objectifs-de-la-gestion-dentreprise/ Consulter 24/05/2024 à 21h30

1.4.2. Assurer la satisfaction du client :

Le principal facteur de succès de toute entreprise est la satisfaction de la clientèle. Sans la satisfaction du client, toute autre tentative est vaine. Sans un niveau de satisfaction du client, toute entreprise échouera. C'est juste du bon sens. La satisfaction du client est une question triple. Premièrement, une qualité accrue à des prix raisonnables. Deuxièmement, la fidélité à la marque. Et troisièmement, la responsabilité sociale et publique. Classiquement, l'accent est tombé sur la première partie.

1.4.3. Amélioration du bien-être de la société :

Les unités commerciales doivent œuvrer pour le bien-être général de la société. Ceci est possible grâce au fonctionnement des écoles et des collèges, à une meilleure éducation, à l'ouverture de centres de formation professionnelle pour permettre aux gens de gagner leur vie, à la mise en place d'hôpitaux pour des installations médicales et à des installations de loisirs pour le grand public, comme des parcs.

1.4.4. Innovation et utilisation des ressources :

L'innovation signifie normalement changer les processus ou créer des processus, des produits et des idées plus efficaces. De nos jours, les affaires sont en constante évolution et dynamiques. Pour faire face à la concurrence croissante, un homme d'affaires doit introduire un design efficace, les dernières tendances, des machines améliorées, de nouvelles techniques, etc. Les grandes entreprises investissent des sommes énormes dans leur département de recherche et développement afin de stimuler l'innovation. Tandis que, parallèlement, l'utilisation des ressources est un bon usage de la main-d'œuvre, des matières premières, du capital et de la technologie utilisés dans l'entreprise.

1.4.5. Rémunération équitable des employés :

L'entreprise ne fonctionne pas toute seule, mais le personnel est responsable de son succès et de son échec. Les personnes à l'intérieur de l'entreprise ont plus de valeur, c'est-à-dire les employés. Ils constituent un atout pour l'entreprise et apportent une contribution novatrice à l'entreprise. Ils doivent recevoir une rémunération raisonnable pour leur travail. Indépendamment des salaires et des traitements, une partie non négligeable des bénéfices doit être répartie entre eux en reconnaissance de leurs engagements.

1.4.6. Productivité croissante :

La productivité est une échelle permettant de mesurer l'efficacité de l'activité. Il s'agit généralement du dernier objectif, mais il est tout aussi important car la productivité est mesurée par le résultat fourni par les activités. C'est le résultat final de toute activité commerciale. Chaque

entreprise doit viser une productivité accrue pour garantir sa survie et son développement. Cet objectif peut être atteint en réduisant les gaspillages et en optimisant l'utilisation des machines et des fournitures, des_ressources_humaines.

En finale cette section a permis de clarifier les notions de base entourant l'entreprise, en définissant ses caractéristiques fondamentales, ses diverses classifications et ses objectifs essentiels. Les entreprises, entités économiques et sociales, jouent un rôle vital dans la création de richesse, l'innovation, et la satisfaction des besoins sociétaux. Comprendre ces besoins sociétaux. Comprendre ces éléments de base est crucial pour saisir les dynamiques économiques dans lesquelles elles évoluent et leur impact global sur l'économie et la société.

Section 02 : besoins de financement des entreprises

Les besoins de financement des entreprises constituent un pilier fondamental de leur fonctionnement et de leur développement. En tant qu'entités économiques, les entreprises nécessitent des ressources pécuniaires pour couvrir leurs investissements et leurs activités courantes. Cette section examine en profondeur les divers aspects des besoins de financement, allant des investissements initiaux à l'exploitation quotidienne, en passant par les exigences du commerce extérieur. En analysant ces besoins de manière exhaustive, nous comprenons mieux les mécanismes essentiels qui sous-tendent la viabilité financière des entreprises.

2.1. Analyse des besoins de financement :

Le financement des entreprises revêt une grande importance suite aux besoins de plus en plus importants qu'elles éprouvent (besoins d'investissement ou besoins d'exploitation).

- **Les besoins de financement liés à l'investissement :**

A sa création, l'entreprise doit se procurer un ensemble de biens destinés à rester dans la firme pour plusieurs années. Tout au long de son existence, l'entreprise doit réaliser des investissements de nature variée correspondant à des objectifs multiples en vue d'assurer sa survie (par le renouvellement et l'adaptation de ses matériels) et son développement (par l'accroissement des installations).

« On appelle investissement : l'engagement d'un capital dans une opération de laquelle on attend des gains futurs, étalés dans le temps » Il est également « le nerf » et « le muscle » en matière de développement et de croissance de l'entreprise. Quel que soit sa taille, l'entreprise peut engager quatre types d'actions donnant lieu à des investissements :

1. Maintenir les capacités de production existantes en procédant à des investissements de remplacement (remplacement d'un matériel ancien, amorti, usé ou obsolète par un matériel neuf). Ces investissements sont très fréquents.
2. Améliorer la productivité et pousser à la modernisation et à l'innovation. Ce qu'on appelle les investissements d'expansion ou de capacité. Ils ont pour but d'accroître la capacité de production ou de commercialisation des produits existants et de vendre des produits nouveaux (l'installation d'une capacité nouvelle ou additionnelle).
3. Rationaliser la production : ce sont les investissements de rationalisation ou de productivité qui visent la compression des coûts de fabrication.
4. Valoriser le capital humain, il s'agit des investissements humains et sociaux tels que les dépenses de formation, dépenses pour l'amélioration des conditions de travail.

Donc, dans sa conception générale, l'investissement est considéré comme la transformation des ressources financières en biens corporels ou incorporels, autrement dit, c'est un sacrifice de ressources financières aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des recettes supérieures aux dépenses occasionnées par la réalisation de cet investissement⁴

- **Les besoins de financement liés à l'exploitation :**

Toute entreprise quelle que soit son efficacité ou quelle que soit sa structure financière, peut se trouver confrontée à un problème de trésorerie de façon conjoncturelle ou structurelle. Ce problème peut survenir car, à court terme, l'entreprise doit, de manière permanente, chercher à assurer le financement de son actif circulant (stock, crédits accordés aux clients, créances diverses, etc.). À cet égard, l'entreprise recourt à des crédits appelés « crédits de fonctionnement » permettant l'équilibrage financier dans un court délai. Ces crédits de fonctionnement financent de manière générale les actifs circulants du bilan. Lorsque ces derniers ne sont pas intégralement financés par des délais de paiement que l'entreprise obtient de ses fournisseurs et de ses créances diverses et lorsque cette insuffisance n'est pas couverte par le fonds de roulement (FR). Ainsi, on peut résumer les besoins de financement liés à l'exploitation comme suit :

- Les stocks : pour assurer son fonctionnement normal, toute entreprise doit avoir un stock pour faire face soit à la demande de la clientèle (stock de produits finis), soit pour des besoins de production (matières premières). Mais la détention des stocks implique un coût pour

⁴ Bancel.F:(le choix d'investissement, méthodes traditionnelles), édition Economica, 1995 ; p35

l'entreprise. Ce qui rend ainsi nécessaire une gestion efficace et rationnelle de ces stocks, afin de limiter les coûts et donc minimiser les besoins de financement.

- Les besoins de trésorerie : l'entreprise doit faire face à des dépenses importantes tels que : les salaires, entretiens de matériels, impôts et taxes, frais divers de gestion, etc. Le paiement de ces charges peut troubler le fonctionnement normal de l'activité de l'entreprise. Il s'avère donc que cette activité entraîne la naissance des besoins de trésorerie qui dépendent des délais de paiement de décaissement des charges et d'encaissement des recettes.

Enfin, sans ressources financières, l'entreprise ne produit pas, ne vend pas et donc ne peut survivre que si elle a réussi à mobiliser les ressources nécessaires au maintien de son cycle d'exploitation et au financement de ses investissements.

- **Les besoins de financements liés au commerce extérieur :**

Les besoins de financement liés au commerce extérieur peuvent être importants, cela peut inclure le financement des importations, des exportations, des frais de transport et des coûts liés aux transactions internationales.

Il existe plusieurs options de financement pour le commerce extérieur. Voici quelques-unes des plus courantes :

- Lettre de crédit : c'est un engagement écrit d'une banque à payer un fournisseur étranger une fois que certaines conditions sont remplies.
- Prêt commercial : les entreprises peuvent obtenir des prêts auprès de banques ou d'institutions financières pour financer leurs activités commerciales à l'étranger.
- Affacturation : il s'agit de vendre les créances commerciales à une société d'affacturation qui avance les fonds à l'entreprise en échange d'une commission.
- Financement par l'exportation : les gouvernements offrent souvent un soutien financier aux exportateurs pour les aider à développer leurs activités à l'étranger.
- Financement par le commerce électronique : certains fournisseurs de plateformes de commerce électronique proposent des options de financement spécifiquement conçues pour les entreprises qui vendent à l'étranger.

Ces options peuvent varier en fonction des pays et des entreprises.

2.2. Les sources de financement disponible :

Pour satisfaire les besoins de financement que l'entreprise exprime à chaque étape de sa vie, il existe une panoplie de ressources financières que le dirigeant de l'entreprise doit choisir en fonction du besoin exprimé ainsi que de l'impact de chaque type de financement sur la rentabilité de la firme et d'autres incidents, tels que la structure de l'endettement de l'entreprise et la répartition

des coûts entre charges variables et fixes. Les sources de financement de l'entreprise peuvent être classées selon leur origine en deux principales catégories : internes (propriétés de l'entreprise) ou externe à l'entreprise.

2.2.1. Le financement interne :

Toutes les entreprises peuvent recourir à leurs moyens propres et à ceux de leurs associés pour financer partiellement ou totalement leurs besoins en équipement ou en fonds de roulement. Dans une entreprise, les bénéfices après impôts sont utilisés de deux façons : une partie de ces bénéfices est distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes, l'autre partie est conservée par l'entreprise, « Reprise pour investir » c'est l'autofinancement.

2.2.1.1. Notion d'autofinancement :

L'autofinancement est l'ensemble des ressources nouvelles engendrées par l'activité de l'entreprise et conservées durablement par celle-ci pour financer ses opérations à venir. Il est parfois appelé résultat brut ou profit brut. Toutefois, pour lever toute l'ambiguïté que suscite le mot résultat, E. COHEN propose la définition suivante : « l'autofinancement est le surplus monétaire dégagé par l'entreprise sur son activité propre et conservé par elle pour financer son développement futur ».⁵

Gillet, Joberd.J-P, Navatte.P, et Rambourg.P définissent l'autofinancement comme : « La détention de tout ou une partie des rémunérations annuelles des actionnaires en vue de couvrir les divers besoins de l'entreprise. Il s'agit donc d'un processus d'épargne réalisé au niveau de la société »⁶

D'un point de vue comptable, les sommes non distribuées sont mises en réserves, ces dernières lorsqu'elles sont suffisamment importantes, peuvent donner lieu à la distribution gratuite d'actions. Autrement dit, l'autofinancement est la part de la capacité d'autofinancement (CAF) consacrée au financement de l'entreprise. C'est la ressource interne disponible après rémunération des associés. Sa définition résultant du tableau de financement du système comptable financier (SCF) est la suivante :

Autofinancement = capacité d'autofinancement - dividendes distribués au cours de l'exercice

⁵ E.chen : « Gestion financière de l'entreprise et développement financier », édition Edicef /Aupelf, paris, 1991p194

⁶ Gillet R, Joberd J-p, Navatte.P, Rambourg.p : « Finance d'entreprise, finance de marché, diagnostic financier », édition Dalloz, paris, 1994, p .143

2.2.1.2. Avantages et inconvénients de l'autofinancement :

a. Les avantages de l'autofinancement :

L'autofinancement présente des avantages certains sur un plan stratégique et sur un plan financier:

- Sur le plan stratégique : L'autofinancement confère à l'entreprise des degrés de liberté en matière de choix des investissements.
- Sur le plan financier : L'autofinancement constitue un facteur d'indépendance financière appréciable, en particulier en période d'encadrement du crédit, il permet à l'entreprise de limiter le recours à l'endettement et d'améliorer donc sa rentabilité, en réduisant le poids des charges financières.

De plus, l'amélioration de la situation nette (capacité d'autofinancement) de l'entreprise s'accompagne généralement d'une appréciation par le marché de la valeur boursière de l'action pour les sociétés cotées.

b. Les inconvénients de l'autofinancement :

Les principaux inconvénients de l'autofinancement sont les suivants :

- L'autofinancement limite la croissance de l'entreprise à sa capacité bénéficiaire diminuée de l'impôt qui affecte les résultats.
- L'autofinancement constitue un frein à la mobilité du capital dans la mesure où les bénéfices secrétés sont automatiquement réinvestis dans la même activité, il contribue ainsi à une mauvaise allocation des ressources.
- Une politique d'autofinancement trop volontariste peut léser à court terme les actionnaires de l'entreprise.
- Un autofinancement trop élevé peut susciter la mise en œuvre d'investissements inutiles.
- De la même façon, trop d'autofinancement peut amener l'entreprise à négliger l'endettement.
- L'autofinancement est également insuffisant pour couvrir tous les besoins de fonds de l'entreprise. Si cette dernière ne fait pas appel à l'épargne extérieure, elle peut être conduite à étaler ses dépenses sur une période trop longue ou à choisir des investissements de taille modeste.

2.2.2. Le financement externe :

Dans un monde globalisé, où la concurrence est devenue très rude entre les entreprises, où les crédits clients sont nécessaires pour s'accaparer de nouvelles parts de marché, et où le développement des marchés financiers est extraordinaire, l'entreprise doit trouver des sources de

financement pour son cycle d'exploitation et chercher à optimiser les coûts liés à ces financements. L'insuffisance des capitaux propres se manifeste lors de la réalisation des événements importants dans la vie de l'entreprise tels que des projets d'investissements ou restructurations diverses. Le financement de ces opérations nécessite couramment un apport important de capitaux propres car, d'une part, les ressources d'autofinancement, si elles existent, ne leur permettent pas de faire face à leurs besoins financiers et, d'autre part, les associés sont incapables d'apporter les fonds nécessaires. L'appel à l'extérieur, tel que le secteur bancaire, le marché financier et à d'autres moyens de financement, pour une augmentation des fonds propres apparaît comme une fatalité à l'égard Del 'insuffisance des sources internes de financement.

a. Le financement externe direct (via marché financier) :

Pour répondre à ses besoins de financement, l'entreprise peut solliciter directement les agents à capacité de financement. Le lieu où s'effectue cette rencontre est le marché financier. Celui-ci constitue en effet, le moyen par lequel l'entreprise dispose des capitaux nécessaires lui permettant découvrir ses besoins de financement.

b. Le financement externe indirect (bancaire):

Le financement bancaire est un autre moyen de financement externe permettant d'atténuer les insuffisances des capitaux propres sur l'équilibre financier des entreprises. Selon sa maturité le crédit bancaire peut être accordé à court, moyen ou long terme :

- ✓ Les crédits à court terme (CMT) : crédits d'exploitation ;
- ✓ Les crédits à Moyen et long terme (CMLT) : crédits d'investissement.

Au terme de cette section, nous pouvons affirmer que l'entreprise dispose de diverses sources de financement, lui permettant de faire face à ses besoins permanents de capitaux. Le choix d'un tel ou tel moyen de financement est fonction du besoin à financer qui peut être un besoin immédiat qui répond à une dépense d'exploitation, comme il peut concerner une longue période qui répond à une dépense d'investissement.

2.2.3. Le financement par l'état :

Le financement par l'état, également appelé financement public, (ANSEJ, ANDI, CNAC, ANGEM), sont des agences gouvernementales algériennes qui ont pour mission de soutenir l'entrepreneuriat et le développement économique en Algérie, en particulier en fournissant un financement aux entrepreneurs et aux petites et moyennes entreprises (PME). Voici un aperçu du rôle de chacun de ces organismes en matière de financement :

- ✓ **ANSEJ (Agence nationale de soutien à l'Emploi des Jeunes) :** l'ANSEJ vise à encourager les jeunes à créer leur propre entreprise en leur offrant un soutien financier

et technique. Les jeunes entrepreneurs peuvent bénéficier de prêts à des taux d'intérêt avantageux pour financer leurs projets d'entreprise. L'ANSEJ fournit également une formation et un accompagnement pour aider les jeunes à développer leurs compétences entrepreneuriales.

- ✓ **ANDI (Agence nationale de développement de l'investissement) :** l'ANDI est chargée de promouvoir l'investissement en Algérie, tant national qu'étranger. Elle offre une assistance aux investisseurs dans toutes les phases de leurs projets, y compris le financement. L'ANDI peut aider les entreprises à obtenir des financements à travers différents mécanismes, tels que les incitations fiscales et les facilités de crédit.
- ✓ **CNAC (Caisse nationale d'assurance chômage) :** la CNAC vise à encourager la création d'emplois en soutenant financièrement les entrepreneurs, en particulier ceux qui sont au chômage. Elle accorde des prêts à des conditions avantageuses pour financer la création ou le développement d'entreprises, en mettant l'accent sur projets générateurs d'emplois.
- ✓ **ANGEM (Agence nationale de Gestion du Microcrédit) :** l'ANGEM fournit des microcrédits aux micro-entrepreneurs et aux petites entreprises qui ont besoin de financement pour démarrer ou développer leurs activités. Ces prêts sont généralement de faible montant et sont accordés sans garantie. L'ANGEM offre également un accompagnement technique et des formations pour aider les emprunteurs à gérer leurs activités de manière efficace.

En résumé, ces organismes gouvernementaux algériens jouent un rôle crucial dans le financement de l'entrepreneuriat et du développement économique en Algérie, en offrant aux entrepreneurs et aux PME un accès à des financements à des conditions avantageuses, ainsi qu'un soutien technique pour les aider à réussir dans leurs projets d'entreprise.

2.3. Importance des décisions d'investissement pour les entreprises :

2.3.1. La décision d'investissement :

Les décisions d'investissement se fondent sur des prévisions de flux financiers futurs qui sont nécessairement aléatoires. Les facteurs susceptibles de modifier la valeur des paramètres et d'influer ainsi sur la rentabilité des projets sont nombreux : concurrence, situation économique, flexibilité de l'entreprise...

2.3.1.1. La notion de décision :

Le choix d'investissement est probablement une des décisions les plus importantes dans le quotidien d'un dirigeant. Ce choix inclut une prise de risque. Le risque d'engager des dépenses

importantes sans connaître à l'avance le retour sur investissement. Cette décision peut se prendre au feeling. Mais s'appuyer sur des données permettant d'avoir une bonne visibilité sur la rentabilité future reste la norme. Dans le cadre d'un investissement, la prise de décision est essentielle. Elle peut permettre de faire décoller un business, de pénétrer un nouveau marché ou de distancer la concurrence. A contrario, cette décision peut réduire à néant la capacité de financement de l'entreprise, laissant peu de place aux opportunités. Aussi, un investissement non rentable et mal financé peut aboutir à des cessations de paiement.

2.3.1.2. Les différents types de décision :

On peut distinguer trois catégories : stratégique, tactique et opérationnelle

2.3.1.2.1. Classification selon le niveau décisionnel :

On distingue traditionnellement trois grands types de décision qui doivent être prises dans une entreprise présentée ci-dessous par ordre d'importance :

- **Les décisions stratégiques** : Sont prises par la direction générale de l'entreprise. Elles concernent les orientations générales de l'entreprise. Elles ont une implication sur le long terme et engagent l'avenir de l'entreprise. Elles comportent un risque important. Exemples : lancement d'un nouveau produit, abandon d'une activité, fusion avec une autre entreprise.

- **Les décisions tactiques** : Sont prises par le personnel d'encadrement de l'entreprise. Elles ont une implication sur le moyen terme et des conséquences importantes pour l'entreprise. Elles comportent un risque moyen. Exemples : lancement d'une campagne publicitaire, acquisition de matériel de production, recrutement d'un cadre dirigeant.

- **Les décisions opérationnelles** : Ont une portée limitée et comportent un risque mineur. Elles sont prises par le personnel d'encadrement ou les employés. Exemples : achat de fournitures de bureau, organisation des horaires de travail.

2.3.1.2.2. Classification selon l'échéancier :

On distingue trois types :

- **Les décisions à long terme** : les décisions à long terme donnent des orientations sur l'activité de l'entreprise dans une durée supérieure à 5 ans.
- **Les décisions à court terme** : les décisions à court terme (durée inférieure à deux ans), elles sont facilement modifiables en cas d'erreurs.

- **Les décisions à moyen terme** : les décisions à moyen terme donnent des orientations sur l'activité de l'entreprise dans une durée comprise entre 2 ans et 5 ans.

2.3.1.2.3. La classification selon le degré du risque :

Selon cette classification, trois types de décision se singularisent qui sont :

• **Les décisions certaines** : Les décisions certaines se caractérisent par un risque nul dans la mesure où l'on connaît le résultat de la prise de décision dans 99% des cas. Notons, toutefois, qu'un risque totalement nul n'existe pas. Les décisions certaines sont souvent les décisions les moins importantes, c'est-à-dire les décisions de gestion courantes.

• **Les décisions aléatoires** : Une décision est dite aléatoire lorsque certaines variables ne sont pas totalement maîtrisées par l'entreprise mais sont connus en probabilité.

• **Les décisions incertaines** : Lorsque interviennent des variables qui ne sont ni maîtrisées par l'entreprise, ni même probabilisables en raison de la trop grande complexité de l'environnement et des conditions d'évaluation du marché, on parlera des décisions incertaines. Ce sont souvent les décisions les plus importants (décisions stratégiques).

2.3.2. L'importance et la complexité de la décision Investit :

La décision à entreprendre pour investir peut être complexe et très importante.⁷

2.3.2.1. L'importance de la décision d'investir :

L'importance de la décision d'investir revient au fait que l'investissement :

- Est le seul moteur de la croissance et du suivi de l'entreprise.
- Il absorbe des ressources importantes.
- Est un engagement à moyen et à long terme, souvent irréversible.
- Il influence l'environnement économique et financier.

2.3.2.2. La complexité de la décision d'investir :

La complexité de la décision d'investir est due au :

- Difficulté d'application de certains calculs financiers (coût de capital, structure de financement et analyse).
- Difficulté de rapprocher aux projets d'investissement, les termes de la stratégie retenue par l'opérateur économique (entreprise, administration).
- Informations chiffrées souvent difficile à réunir.
- Difficulté de coordination dans tous les rouages des opérateurs.
- Appréhension du risque difficile.

En somme, répondre adéquatement aux besoins de financement des entreprises est indispensable pour assurer leur dynamisme, leur compétitivité, et leur capacité à contribuer durablement à la croissance économique.

⁷ Boughaba Abdellah(2005). Analyse et évaluation des projets, édition Berti, Alger, P 5.

En conclusion, la gestion des besoins de financement des entreprises est un élément crucial de leur succès. De la prise en charge des investissements initiaux à la gestion quotidienne des flux de trésorerie, en passant par les exigences du commerce international, les entreprises doivent naviguer avec prudence et stratégie dans le paysage financier pour maintenir leur compétitivité et assurer leur croissance. La diversification des sources de financement, combinée à des décisions d'investissement réfléchies et à une utilisation efficace des ressources internes, contribue à renforcer la résilience et la pérennité des entreprises dans un environnement économique en constante évolution.

Section03 : le rôle des banques dans le financement des investissements

Les banques jouent un rôle essentiel dans le financement des investissements, en fournissant les capitaux nécessaires aux entreprises pour qu'elles puissent se développer, innover, et améliorer leur compétitivité sur le marché.

Les banques jouent un rôle crucial dans le financement des investissements en mobilisant l'épargne et en la canalisant vers des projets productifs, ce qui stimule la croissance économique, favorise l'innovation et crée des opportunités d'emploi.

3.1. Fonctionnement du système bancaire :

Un système bancaire est un ensemble de banques et d'autres établissements financiers et d'une Banque centrale qui entretiennent des relations financières de créances et d'engagements les uns vis-à-vis des autres ainsi que vis-à-vis des agents non financiers.

- **Les banques :**

- **Le bilan de banque :**

La principale ressource des banques est constituée de **dépôts** de particuliers (ménages), d'entreprises ou de l'état. Un **dépôt** est une dette de la banque, et donc une créance du déposant, résultant de la mise à disposition de la banque par ce dernier d'une quantité de monnaie lorsque cette mise à disposition est matérialisée par une inscription dans le compte du déposant tenu par la banque. Ainsi l'achat d'une obligation émise par une banque ne constitue pas, pour l'acheteur du titre, un dépôt.

Le principal emploi des banques est la distribution de **crédits** à l'économie ou à l'État. Un crédit est une créance de la banque, et donc une dette de l'emprunteur, résultant de la mise à disposition de celui-ci par la banque d'une quantité de monnaie, à condition que cette mise à disposition se matérialise par une reconnaissance de dette de l'emprunteur vis-à-vis de la banque. Ainsi une obligation émise par une entreprise et détenue par une banque n'est pas un crédit bancaire car

l'entreprise est engagée vis-à-vis du porteur de l'obligation qui cesse d'être la banque dès lors qu'elle cède son titre sur le marché.

Apparaissent également au bilan des banques deux autres catégories d'encours qui, bien qu'ils n'aient pas la même importance quantitative que les précédents, n'en sont pas moins fondamentaux du point de vue du fonctionnement des systèmes bancaires et financiers : les encours vis-à-vis de la banque centrale et de l'extérieur.

La Banque Centrale consent aux banques, dans certaines limites, des crédits qui leur permettent de compenser une insuffisance de ressources par rapport aux emplois souhaités. Inversement, les banques entretiennent des dépôts auprès de la Banque Centrale, soit volontairement lorsqu'elles disposent de ressources inutilisées par ailleurs, ce sont les **réserves libres**, soit sur obligation de la Banque Centrale, ce sont les **réserves obligatoires**.

C'est principalement par le biais des encours des banques vis-à-vis de la Banque Centrale que celle-ci contrôle l'activité des banques. Elle régleme en effet aussi bien le volume que les taux de ses crédits aux banques ainsi que les réserves obligatoires.

Les crédits de la Banque Centrale aux banques sont souvent appelés **refinancement**, bien que ce terme puisse être entendu dans un sens plus large. La Banque Centrale fixe le taux du refinancement, ou, plus exactement, les taux, en fonction du mode de refinancement utilisé.

➤ **L'activité bancaire :**

Vue au travers du bilan des banques, leur activité consiste donc à se placer en position **d'intermédiaire entre les déposants et les emprunteurs**. Cette activité s'exerce sous le contrôle de la Banque Centrale. La justification de cette activité d'intermédiation se trouve dans les objectifs contradictoires des déposants et des emprunteurs. Les déposants recherchent généralement des placements courts, de montant relativement faible et présentant un minimum de risque. À l'inverse, les emprunteurs souhaitent souvent obtenir des crédits longs, de montant plutôt élevé ; généralement destinés à financer des investissements, ces crédits présentent un risque que le déposant ne souhaite pas prendre. Il y a donc intermédiation parce qu'il y a simultanément transformation du court, de faible montant et sans risque, vers le long, de montant élevé et risqué.

La banque assure ainsi un ajustement entre des objectifs qui resteraient incohérents en cas de rencontre directe entre les prêteurs et les emprunteurs. La banque, en effet, assure la triple transformation des échéances, des montants et du risque. Cette dernière composante de la transformation ne provient pas de ce que la banque accepte un risque plus élevé que les déposants

mais de ce que, du fait du grand nombre de crédits qu'elle accorde, elle est à même de réduire une grande partie des risques qui pèsent sur les crédits par diversification.

La deuxième fonction fondamentale des banques n'apparaît pas directement à la lecture du bilan. Les banques et la Banque Centrale, en effet, gèrent le système des moyens de paiements. Un paiement s'effectue par remise du débiteur au créancier de monnaie, dans le cas des espèces, ou d'un titre donnant un droit à obtenir de la monnaie auprès d'une banque dans le cas du chèque ou de la carte bancaire. La Banque Centrale gère la monnaie fiduciaire (les billets) tandis que les banques gèrent la monnaie scripturale (inscrite dans les comptes bancaires des déposants).

Les dépôts sont donc non seulement des placements mais également, du moins pour certains d'entre eux, des moyens de paiement.

Le bilan d'une banque est plus riche d'enseignements que celui d'une entreprise non financière : l'activité bancaire s'inscrit en totalité dans son bilan ; l'activité commerciale ou industrielle n'apparaît au bilan de l'entreprise que dans la mesure où elle nécessite pour s'exercer des encours d'immobilisations, de capitaux apportés ou empruntés, d'actifs ou de dettes d'exploitation... Au contraire, dans le cas des banques, les encours du bilan ne sont pas des moyens mis en œuvre dans le cadre d'une activité, ils sont l'activité bancaire elle-même

Il en résulte que les charges et les produits de l'activité bancaire sont directement reliés au bilan. Ce sont les intérêts versés et reçus, du moins en première approximation (c'est-à-dire en négligeant les charges et les produits non financiers).⁸

- **Rôle de système bancaire :**

Le système bancaire joue plusieurs rôles à savoir :

- a) Système bancaire comme moyen de règlement :**

Le système bancaire est un mécanisme de règlement des transactions dans la mesure où il constitue un moyen d'échange essentiel au bon fonctionnement d'une économie basée par exemple sur la spécialisation des tâches. En effet, si la monnaie est l'unité de valeur commune, les formes sous lesquelles elle est échangée se sont multipliées : numéraire, chèque, carte de crédit, carte de débit, transfert électronique de fonds...

- b) Système bancaire : un système d'agrégation de l'épargne :**

Un système bancaire est un moyen d'agrégation de l'épargne, dans la mesure où la nécessité d'agrégation de l'épargne prend origine dans le besoin qu'expriment les entreprises d'opérer en

⁸ Jean, Mathis « monnaie et banques en Afrique francophone », édition n°01, Paris, 1992, p.13 ; 15.

une taille qui minimise leurs coûts de transaction. De ce fait, on peut considérer l'agrégation de l'épargne comme une fonction très importante du secteur bancaire.

c) Système bancaire : un procédé de transfert de ressources :

Le système bancaire est un procédé de transfert des ressources intersectoriel, inter-temporel et interrégional. Cette fonction permet aux particuliers de compenser les différences entre leur profil de revenus issus du travail et leur profil de consommation durant leur vie.

d) Système bancaire comme système de gestion des risques :

Le système bancaire est un mécanisme de gestion des risques, car il permet via les actifs disponibles (police d'assurances, produits dérivés, etc.) de réduire les risques. En outre, il permet aussi à ceux qui sont prêts à supporter plus de risques d'augmenter leur espérance de revenu. La diversification des risques et/ou la redistribution du risque résiduel atteste ainsi le rôle de gestion de risque par le système bancaire.

e) Système bancaire : un réducteur des coûts lié à l'asymétrie d'information :

Le système bancaire réducteur des asymétries d'information dans la mesure où il offre aux agents économiques des moyens pour minimiser les coûts liés à l'asymétrie d'information. Une de ces fonctions importantes réside dans le fait qu'il met à la disposition des agents économiques des instruments permettant de réduire l'impact de ces difficultés.

3.2. Types de produits financiers offerts aux entreprises :

Les banques offrent une variété de produits financiers aux entreprises pour répondre à leurs besoins de financement, de gestion de trésorerie et d'investissement. Voici quelques-uns des types de produits financiers les plus courants proposés aux entreprises :

3.2.1. Prêts bancaires : les prêts bancaires sont des fonds fournis par les banques commerciales aux entreprises pour répondre à leurs besoins de financement à court ou à long terme. Les modalités du prêt, telles que le montant, le taux d'intérêt et les modalités de remboursement, sont généralement négociées entre la banque et l'entreprise.

3.2.2. Lignes de crédit : les lignes de crédit sont des arrangements dans lesquels une banque accorde à une entreprise une autorisation de tirer des fonds jusqu'à un montant maximal défini. Les entreprises peuvent utiliser ces fonds en fonction de leurs besoins de liquidité à court terme, et ne paient des intérêts que sur les montants effectivement utilisés.

3.2.3. Obligations d'entreprise : les obligations d'entreprise sont des titres de créance émis par les entreprises pour lever des fonds. Les investisseurs achètent ces obligations et reçoivent des paiements d'intérêts périodiques, ainsi que le remboursement du capital à l'échéance. Les

obligations peuvent être assorties des différentes modalités, telles que des taux d'intérêt fixes ou variables, des échéances à court ou à long terme.

3.2.4. Actions ordinaires : les actions ordinaires représentent la propriété partielle d'une entreprise. Les entreprises émettent des actions ordinaires aux investisseurs en échange de fonds, ce qui leur permet de lever des capitaux propres pour financer leurs activités. Les détenteurs d'actions ordinaires ont droit à des dividendes et à des droits de vote lors des assemblées générales.

3.2.5. Produits dérivés : les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur est dérivée d'un actif sous-jacent tel que des actions, des taux d'intérêt, des devises, des matières premières. Les entreprises utilisent des produits dérivés, tels que les contrats à terme, les options et les swaps, pour se protéger contre les risques de marché, pour spéculer sur les mouvements de prix et pour d'autres objectifs de gestion des risques.⁹

3.3. Analyse des pratiques actuelles des banques en matière de financement des investissements :

les banques utilisent une approche diversifiée pour le financement des investissements, en offrant une gamme de produits et de services adaptés aux besoins des entreprises, allant des prêts traditionnels aux solutions de financement structuré et de gestion des risques.

Elles ont tendance à accorder une attention particulière à l'analyse approfondie des projets d'investissement, en évaluant la viabilité commerciale, la solidité financière et les perspectives de croissance des entreprises candidates au financement. De plus, elles cherchent à atténuer les risques associés à ces investissements en mettant en place des mécanismes de garantie appropriés et en appliquant des processus de gestion des risques rigoureux.

Les banques sont également de plus en plus axées sur l'innovation et l'utilisation de technologies de pointe pour améliorer leur efficacité opérationnelle, optimiser leurs processus de souscription et de gestion des risques, et offrir des services plus personnalisés à leurs clients.

Le rôle des banques dans le financement des investissements est fondamental pour stimuler l'innovation, favoriser la croissance économique et assurer une allocation efficace des ressources financières.

⁹ Michael C .Ehrhardt et Eugence F.Brigham livre « corporate finance : A focused approach »

Conclusion de chapitre

La stratégie de financement des entreprises revêt une importance cruciale pour le développement et la pérennité des activités économiques. Les banques, en tant qu'intermédiaires financiers, jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement des entreprises à travers les différentes phases de leur cycle de vie. À la lumière de l'analyse approfondie menée dans ce chapitre, plusieurs conclusions majeures se dégagent concernant la relation entre les stratégies de financement des entreprises et l'implication des banques.

En conclusion, la stratégie de financement des entreprises et l'implication des banques sont des éléments clés pour le dynamisme et la résilience des économies modernes. Une approche collaborative et innovante, soutenue par un cadre réglementaire favorable, peut grandement contribuer à la prospérité des entreprises et à la stabilité du secteur financier.

Chapitre II : l'évaluation de projets
d'investissement et la gestion de risque de
crédit

Introduction du chapitre :

Pour investir, les entreprises font souvent appel à la banque pour leur accorder des crédits d'investissement. Ce sont des prêts à long et moyen terme destinés généralement au financement de projets neufs, d'extension, de renouvellement d'équipements, de modernisation ou de valorisation d'un potentiel de production existant. L'investissement est représenté par des immobilisations nouvelles corporelles ou incorporelles (éléments de dépenses dont la durée de vie est supérieure à un an). Un projet est un ensemble cohérent d'activités. « Sous l'aspect financier, un projet d'investissement représente l'acquisition d'un ensemble d'immobilisations, permettant de réaliser ou de développer une activité (ou un CObjectif) donnée. »¹⁰ Dans son aspect commun, il correspond à une dépense immédiate dont on attend des avantages futurs. Contrairement au cas de crédit d'exploitation où le risque est relativement faible et où l'étude ne porte que sur un laps de temps réduit, le financement de l'investissement comporte beaucoup de risques et les erreurs sont très coûteuses vu les sommes très importantes à déboursier et le caractère irréversible de certaines dépenses. Pour cela, avant de donner son accord pour l'octroi de crédit, le banquier devra mener au préalable une étude approfondie de tous les risques qui pourront entraver le bon fonctionnement du projet ; ce qui aura des incidents sur le dénouement de la créance du banquier. Dans tout processus d'évaluation du risque de crédit surtout dans le cas de financement d'investissement, le banquier doit obtenir et travailler une matière première essentielle censée lui donner l'image réelle du demandeur de crédit : l'information. Celle-ci est le point névralgique de toute étude de crédit ; son exhaustivité et sa crédibilité sont le gage d'une juste appréciation de la situation de la relation du banquier. Afin d'obtenir cette information, de pouvoir la consulter et l'actualiser à tout instant, et de pouvoir y apporter un jugement, le banquier a imaginé un document commercial qui se veut être la matière première dont nous avons parlé ci-dessus : il s'agit du dossier de crédit. Ce document a pour but de rassurer le banquier quant aux risques potentiels que comporte la relation, lui donner une vision claire de celle-ci, et ainsi lui permettre d'accorder des conditions de financement optimales.

Dans ce chapitre, nous présentons les différents types et caractéristiques de l'investissement dans la première section et nous procédons dans la deuxième section à la présentation de crédit d'investissement et le risque .et dans la troisième section nous aborderons la gestion des risques et les garanties associées.

¹⁰ Robert HOUDAYER, Évaluation financière des projets : Ingénierie de projets et décision d'investissement, Éd. Economica, Paris 1999, p.13

Section 01 : Notions de base sur l'investissement et projet d'investissement

Introduction de section

L'investissement est une démarche financière fondamentale qui implique l'allocation de ressources dans le but de réaliser un profit ou d'atteindre des objectifs financiers spécifiques. Il peut revêtir différentes formes, telles que l'achat d'actions, d'obligations, de biens immobiliers ou encore le financement de projets d'entreprise.

Le projet d'investissement, quant à lui, est une initiative planifiée visant à utiliser des fonds pour réaliser un objectif financier défini. Ces projets peuvent être de nature variée, allant de l'expansion d'une entreprise à la création d'une nouvelle infrastructure, en passant par le développement de produits ou services innovants.

Dans cette section, nous allons explorer en détail le monde fascinant de l'investissement et des projets d'investissement.

1.1. Définition de l'investissement

« L'investissement est une opération réalisée par les agents économiques obtenir des Biens de production (machines, bâtiment...). Pour l'entreprise l'investissement est une dépense destinée maintenir ou accroître son potentiel productif. Il ne faut donc pas confondre un investissement et une consommation intermédiaire »¹¹

Ainsi, l'investissement pour l'entreprise est une opération entraînant une affectation de ressources un projet industriel ou financier dans l'espoir de créer une nouvelle valeur, d'en retirer des flux de liquidité sur un certain nombre de période afin d'enrichir l'entreprise. La notion de l'investissement est vaste.

A-Définition économique : « L'investissement est la réalisation ou l'acquisition d'un capital fixe, c'est à dire une accumulation de facteur physique, principalement de production et de commercialisation. Ces actifs augmentant le potentiel économique de l'entreprise et contribuent son fonctionnement sur plusieurs cycles de production successifs »¹²

¹¹ CAPUL Jean-Yves, L'économie et les sciences sociales de A à Z, Paris, France, 2004, p164.

¹² Conso Pierre, HEMICI Farouk, Gestion financier de l'entreprise, 10ème Edition, Paris, France, 2002, p372.

B- Définition comptable : Selon l'approche comptable, « un investissement est une acquisition de bien ou de services non consommés au cours d'un exercice. Cette définition vise aussi bien les matériels comme les constructions, terrain, titre de participation, que les biens immatériels comme les brevets ou les fonds de commerce. Elle englobe également les services tels que les programmes de recherches et du développement ou encorbelles « investissements » commerciaux tels que les campagnes de publicité et la constitution d'une force de vente, dont les effets ont une portée d'une longue durée »¹³

C- Définition financière : « Un investissement consiste à immobiliser des capitaux dans le but d'en retirer un gain sur plusieurs périodes successives. Cette conception concerne, outre la création d'actifs physiques, toutes dépenses qui ne contribuent pas immédiatement et/ou directement au fonctionnement de l'entreprise »¹⁴

1.2 Les différents types d'investissement

A- Les investissements de renouvellement et de remplacement :

L'investissement de remplacement désigne les projets dont l'objectif prioritaire est de permettre un renouvellement des équipements en place.

« Une conception plus souple considère comme investissement de renouvellement permettant de satisfaire les mêmes besoins est tout à fait opérationnelle. Ils ont pour vocation de compenser la dépréciation des équipements installés entraînés par l'usure ou l'obsolescence ».

Les deux investissements on substitue des équipements neuf à des équipements usés, les équipements ayant toutes fois les mêmes caractéristiques techniques que les anciens.

B- Les investissements corporels :

Ce sont des investissements matériels susceptibles de maintenir ou d'accroître le potentiel de production et peuvent être immobiliers (terrains, constructions, etc.) ou mobiliers (machines, équipements, matériels de transport, etc.)¹⁵

On trouve deux types d'investissements corporels :

¹³ BOUGHABA A, « Analyse et évaluation des projets », édition Berti, Alger, 2005, P1

¹⁴ Pierre CONSO, Robert LAVAUD, Bernard COLASSE, Jean Luis FOUSSE, Georges NORDMANN End all Roger BATAILLE, Dictionnaire de gestion financière, 3e édition Dunod Paris 1984, page 249-250

¹⁵AMELON, J, L « l'essentiel à connaître en gestion financière », édition Maxima, 2002. P206.

-Les investissements directement productifs, qui se traduisent par l'acquisition de bien de produit amortissables, leur dépense est directement à l'origine des transformations les plus intenses des conditions d'exploitations les plus impliquant pour l'équilibre financier de l'entreprise.

Les différents types d'investissements directement productifs :

L'investissement de développement : Renforcer les capacités techniques de l'entreprise afin d'accroître leur offre sur le marché

L'investissement de productivité : Améliorer l'efficacité de l'entreprise en mettant à son service des équipements et des technologies plus modernes.

L'investissement courant : L'acquisition d'immobilisation (durant la durée du plan) afin de conserver la capacité de en maintenant une production régulière tout en réduisant les charges d'entretien.

Investissement de diversification : Assure le maintien de l'entreprise face aux mutations de la demande.

Le second type est l'investissement non directement productifs qui se traduit par les dépenses en biens durables amortissables autre que les équipements productifs ; qui conditionnent en générale le bon déroulement des processus de fabrication et de commercialisation, on peut citer à titre d'exemple les investissements de structures qui sont les immobilisations et les investissements anti-pollution qui sont généralement assortie de mesures fiscales destinés à encourager les entreprises polluantes¹⁶

C- Les investissements incorporels :

Ils se distinguent fondamentalement des investissements corporels par le fait qu'ils ne sont pas amortissables.

-Les investissements commerciaux : qui sont des dépenses ou des acquisitions qui visent à accroître la pénétration commerciale d'une firme sur le marché par exemple l'acquisition ou la création de fonds de commerce. « Ce sont des investissements immatériels qui correspondent à l'acquisition de moyens non physique de développement tels que le fonds de commerce, marques, brevets, logiciels,

¹⁶ MOURGUES.N « le choix des investissements dans l'entreprise », édition économique, Paris 1994. P23.

Les dépenses pour formation du personnel, pour la publicité, les études ou la recherche. Leur part dans les dépenses (charges) d'investissement est de plus en plus importante ». ¹⁷

1.3 Les caractéristiques d'investissement

On définit le plus souvent les opérations d'investissement par des projets correspondent à une opération économiquement cohérente et dont on peut isoler les caractéristiques. Ces projets peuvent être indépendants, c'est-à-dire que chacun d'eux peut être réaliser sans que soient nécessairement réalisés les autres. La dépendance de plusieurs projets peut avoir plusieurs origines. Des projets peuvent être complémentaires dans l'espace et /ou dans le temps. ¹⁸

Chaque projet peut être caractérisé par :

1.3.1 Les dépenses d'investissement :

Ces dépenses représentent le capital investi en une ou plusieurs fois suivant la nature et la durée de vie de l'investissement. Le Capital investi est mesuré par les dépenses d'acquisition et de construction y compris les dépenses annexes d'études préalables et d'essais ainsi que tous les frais accessoires. Toutes ces dépenses sont retenues pour leur montant hors taxe.

1.3.2 Les recettes nettes (ou cash -flows nets) :

Le financement de l'investissement est un problème indépendant de l'usage d'un bien créé. Il faut donc entendre par cash-flow le soldes d'encaissement et des décaissements qui interviennent pendant l'exploitation de l'investissement en ignorant les remboursements en capital, les frais financiers et les dividendes, ainsi que la déductibilité fiscale éventuelle de ces derniers éléments.

1.3.3 La durée de vie :

La détermination de la durée de vie de l'investissement, c'est-à-dire la période durant laquelle on peut en attendre des cash flows nets est un paramètre important pour les investissements dont la durée de vie moyenne.

❖ Les flux nets de trésorerie liés à l'exploitation :

Pour préparer l'analyse de la rentabilité de l'investissement, deux types de flux sont à prendre en compte : les flux nets de trésorerie liés à l'exploitation et les flux nets de trésorerie liés à l'investissement du BFR.

¹⁷ AMELON, J, L « l'essentiel à connaître en gestion financière », édition Maxima, 2002. p206 p207.

¹⁸ PIERRE Conso. FAROUK Hemici : Gestion financière De l'entreprise Page 377-379

❖ Le calcul du cash-flow dégagé par l'investissement :

Le cash-flow dégagé par l'investissement ou marge brute d'autofinancement se calcule en partant du compte de résultat lié à l'investissement.¹⁹

1.3.4 La valeur résiduelle

A la fin de leur durée de vie, les biens ont une valeur résiduelle. Cette valeur est à prendre en compte pour le choix des projets. « La valeur résiduelle est définie comme étant la valeur marchande de l'investissement après son utilisation, la valeur résiduelle peut être nulle ou même négative (frais de démontage) ; elle varie tout au long de la durée de vie de l'investissement.²⁰

La valeur résiduelle de l'investissement résulte soit de son utilisation à d'autres fins, soit de sa revente. Cette dernière est la valeur probable de négociation ou valeur vénale à la fin de la durée de vie des différents éléments investis lors de la réalisation du projet.

1.4. La notion d'un projet

Les définitions varient largement selon les auteurs. Nous en retiendrons une qui a le mérite d'insister sur le caractère globale et relativement autonome que doit présenter tout projet. « le projet s'agit d'un ensemble complet d'activités et d'opérations qui consomment des ressources limitées (telles que main d'œuvre, devises) et dont on attend des revenus, ou autre avantages monétaires ou non monétaires ».

Selon HOUDAYER.R²¹ « Le terme projet fait l'objet d'une utilisation fréquente. Partons d'une définition étymologique. L'investissement est représenté par des immobilisations nouvelles Corporelles ou incorporelles (éléments de dépenses Dont la durée de vie est supérieure à un an). Un projet est un ensemble cohérent d'activités ».

En se basant sur les définitions précédentes, nous pouvons déduire que la définition d'un projet est un ensemble d'activités organisées et coordonnées avec des dates de début et de fin de déterminer dans le but d'atteindre un objectif spécifique en respectant des contraintes telles que les délais, les coûts et les ressources disponibles.

¹⁹ CONSO. P, Op, Cité, P387

²⁰ CONSO.P et HEMICI. F, « Gestion financière de l'entreprise », Edition Dunod, 9ème édition, Paris, 1999, P 386.

²¹ ROBERT HOUDAYER : évaluation financière des projets 2ème Edition page 13

1.4.1 La définition d'un projet d'investissement

HOUDAYER. R définit le projet d'investissement comme « L'acquisition d'un ensemble²² d'immobilisation, permettant de réaliser ou de développer une activité ou un objectif donné. Dans son aspect commun, il correspond à une dépense immédiate dont on attend des avantages futurs ».

1.4.2 Les typologies de projet d'investissement :

1.4.2.1 classifications des projets par finalités

1. Projet de création d'un produit nouveaux
2. Projet d'investissement de productivité
3. Projet d'investissement de capacité
4. Projet d'investissement collectifs ou sociaux
5. Projet de développement

1.4.2.2 Classifications des projets selon l'activité

Le cas des secteurs agricole et industriel : L'opposition de ces secteurs est traditionnelle. Les particularités du secteur agricole tiennent souvent à la spécialité de la fonction de production qui obéit à des règles différentes.

Le cas de la production d'un bien et de la réalisation d'un service : Les caractéristiques majeures des services sont l'intangibilité, la simultanéité et l'interactivité. Elles induisent des difficultés de définition et de standardisation du contenu des services offerts. L'élaboration et l'évaluation d'un service reste soumises à de plus fortes contraintes dues à l'existence d'un support et à la proximité du client. Le découpage des charges en variables et fixes est souvent plus délicat. Les services présentent une certaine rigidité à court terme dont il faudra tenir compte dans l'évaluation.

Le cas de la saisonnalité des ventes : Il correspond à une variation significative des ventes ou (et) de la production à l'intérieur de l'année, que l'on rencontre dans des projets agricoles ou des projets industriels.

²² ROBERT HOUDAYER : évaluation financière des projets 2^{ème} Edition page 16-19

Le cas d'une durée du cycle d'exploitation supérieur à l'année : Cette situation est notamment rencontrée dans les projets forestiers ou d'infrastructure. Elle est calculée sur de plus longues périodes. Le calcul du taux d'actualisation peut également présenter des difficultés.

1.5 Les caractéristiques de projet d'investissement

1.5.1 Le montant de l'investissement

Le montant d'investissement c'est la dépense que doit supporter l'entreprise pour réaliser le projet.²³

Il comprend, Dans certains cas la variation du besoin en fonds de roulement liée au projet. Le coût de l'investissement est composé de plusieurs éléments ; Le prix d'achat des biens constituant l'investissement :

- Les frais accessoires (frais de transport, douanes éventuellement ;
- Les frais d'installation notamment pour les immobilisations corporelles ;
- Le coût de mise en route et de formation du personnel.

Ainsi, le capital investi doit prendre en compte le supplément initial du BFR lié au projet et les augmentations successives qui vont s'échelonner sur la durée de vie du projet. D'autre part, selon le cas, le versement d'une caution ou le paiement de l'option dans un contrat de crédit-bail font également partie des flux d'investissement effectif car l'investissement n'est pas obligatoirement fixé sur une seule période.²⁴

1.5.2 La durée de vie :

Afin d'évaluer des gains attendus, il est nécessaire de connaître la durée d'exploitation de projet. En principe, il s'agit de la durée de vie économique ; mais si celle-ci est difficile à prévoir, on lui substitue la durée d'amortissement.²⁵

1.5.3 Les flux nets de trésorerie liés à l'exploitation :

Pour préparer l'analyse de la rentabilité de l'investissement, deux types de flux sont à prendre en compte : les flux de trésorerie et les flux de fonds de roulement du BFR.

²³ BARREAU. J ' Gestion Financière ^a, 4^Ème Édition, Dunod, Paris, 1995. P319

²⁴ Conso. P, « Gestion Financière de l'Entreprise », 9^{ème} édition, Dunod, Paris, 1999, P 386

²⁵ BARREAU.J, Op, Cité, P.320.

1.5.4 Le calcul du cash-flow dégagé par l'investissement :

Le cash-flow dégagé par l'investissement ou marge brute d'autofinancement se calcule en partant du compte de résultat lié à l'investissement. ²⁶

1.5.5 La valeur résiduelle :

Valeur estimée d'un investissement (ou d'une installation, d'un Équipement) la fin sa durée de vie. Cette valeur, lorsqu'elle est significative et mesurable, doit être prise en compte dans un calcul de rentabilité en fin de durée de vie. ²⁷

L'investissement et les projets d'investissement façonnent notre économie et influencent notre avenir financier. En comprenant les principes fondamentaux de ces domaines et en mettant en œuvre des stratégies adaptées, les individus, les entreprises et les gouvernements peuvent réaliser leurs objectifs financiers et contribuer à une croissance économique durable.

Section 02 : crédit d'investissement et le risque

Introduction :

Le crédit d'investissement est un concept clé dans le domaine de l'investissement. Il s'agit d'un prêt accordé par une institution financière à une entreprise ou à un individu pour financer un projet d'investissement.

Cependant, il y a toujours un certain niveau de risque associé à ce type de crédit. Le risque peut provenir de divers facteurs tels que la capacité de remboursement de l'emprunteur, les fluctuations économiques ou les changements dans l'industrie. Il est donc important de bien évaluer et gérer ces risques pour assurer la réussite du projet d'investissement.

2.1 Le crédit d'investissement ²⁸

Le crédit d'investissement est destiné à financer la partie haut du bilan, c'est-à-dire, les immobilisations, outil de travail de l'entreprise, le remboursement devant être assuré par les cash-flows qui seront générés.

²⁶ CONSO. P, Op, Cité, P387

²⁷ AFITAP, Op Cité, P260.

²⁸ Guy, Caudamine, Jean, « banque et marchés financiers », 2ème Ed. Edition Economica, Paris, p208-p209

On peut facilement constater, aujourd'hui, que le financement des investissements c'est gravement tari dans notre pays. Cela explique, en grande partie, par l'absence de ressources financières à moyen et a long terme.

La possibilité de recourir à l'autofinancement présente pour l'entreprise un avantage important : elle ne la rend pas dépendante d'un tiers, que ce soit en amant (pour l'accès au financement) ou en aval. Toutefois, elle présente également un inconvénient majeur : elle limite l'entreprise dans ses possibilités d'investissement ; celle-ci peut être conduite à chercher d'autre source de financement. On parlera alors de financement externe.

Ce financement externe peut être soit indirecte « les entreprises par intermédiaires » ; soit direct ; les entreprises s'adressent directement aux marchés financiers.

2.2 Les typologies d'un crédit d'investissement

2.2.1 Les crédits d'exploitations :

Les crédits d'exploitation ou de fonctionnement sont des concours à court terme ne dépassant pas les deux années ; ils se subdivisent en crédits directs et crédits indirects ou par signature.

2.2.2 Les Crédits d'exploitations directs

Ces crédits donnent lieu à des décaissements effectifs et immédiats ; ils permettent de faire face aux décalages entre les décaissements et les encaissements de fonds. Ils se subdivisent en crédits par caisse globaux et crédits par caisse spécifiques.

- **Crédits par caisse globaux :**

Ces crédits sont destinés à financer globalement l'actif cyclique du bilan sans être affectés à un objet précis. Ils sont généralement appelés crédits en blanc car, d'un côté, ils sont utilisables par le débit d'un compte, et d'un autre coté parce qu'ils ne sont assortis d'aucune autre garantie que la promesse de remboursement du bénéficiaire. Ce sont donc des concours à risque très élevé.

- **Crédits d'exploitation spécifiques :**

Ce sont des crédits octroyés en vue de financer un actif circulant bien déterminé et qui comportent par voie de conséquence une garantie réelle. Il s'agit d'affectation en gage de certains actifs circulants dans le cadre d'une opération précise.

2.2.3 Les crédits d'exploitation par signature (indirect) :

Ces concours bancaires sont également dits « Indirects » parce qu'il ne s'agit pas d'un décaissement ou d'une mobilisation de fonds. En effet, par sa seule signature, la banque garantit l'engagement de son client vis-à-vis d'un tiers sans verser de fonds.

Les principaux engagements par signature sont :

- **L'aval :**

L'article 409 du code de commerce stipule : « L'avaliste garantit le paiement de la lettre de change en tout ou partie de son montant, il est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant ».

Donc, on peut dire que L'aval est l'engagement d'une personne appelée (avaliste ou avaliseur) à payer un effet de commerce à son échéance en cas de défaillance du principal

Débiteur et cela Par l'apposition de sa signature, précédée de la mention « bon pour aval » et du montant de l'aval au recto de l'effet.²⁹

- **L'acceptation :**

L'acceptation d'une banque est l'engagement qui se traduit par la signature du banquier sur un effet de commerce garantissant ainsi son paiement à l'échéance.

- **Le cautionnement bancaire :**

Le cautionnement bancaire ; est un prêt de signature de la part de la Banque, ce qui équivaut à une promesse de payer à la place de son client, soit à une certaine échéance, soit dans certaines circonstances bien précisées dans le contrat qui réunit le débiteur avec ses créanciers.

- **Le crédit documentaire :**

Le crédit documentaire est un engagement par signature qui joue, à la fois, le rôle d'instrument de crédit et celui de moyen de paiement garanti dans les transactions internationales.

2.2.4 Les crédits d'investissement

2.2.4.1 Les crédits à moyen terme :

²⁹ L'ordonnance 1°075-59op cité page 161.

Ce type de crédit a une durée qui peut aller de deux à sept ans et est principalement octroyé pour l'achat du matériel et des installations légères dont la durée d'amortissement

Varie de huit à dix ans.

Le bénéficiaire d'un crédit à moyen terme, paie les commissions d'engagement au banquier et les intérêts sont payés au fur et à mesure de l'utilisation du crédit en matière de garantie, contrairement aux crédits d'exploitation où la prise de garantie n'est pas souvent recherchée, pour les crédits à moyen terme le banquier, la demande de manière systématique.³⁰

Le crédit à moyen terme peut être perçu sous trois (03) formes selon la possibilité de refinancement :

- **Le Crédit moyenne terme réescomptable :**

Cette forme de Crédit moyenne terme demeure la plus utilisée par les banques algériennes en raison de la souplesse qu'elle procure à leur trésorerie. Elle permet de récupérer la trésorerie engagée lors de la réalisation du crédit par le réescompte d'un billet à ordre souscrit par l'investisseur.

- **Le crédit moyenne terme mobilisable :**

Ce crédit devrait se substituer au Crédit moyenne terme réescomptable ; dans ce cas, le banquier aura plutôt recours au marché monétaire pour mobiliser le crédit.

- **Le Crédit moyenne terme non mobilisable :**

Le Crédit moyenne terme est dit non mobilisable, lorsque le billet à ordre souscrit par l'emprunteur est considéré comme une reconnaissance de dette et non comme instrument comptable. Ce type de crédit va engendrer une gêne dans la trésorerie de la banque ; à cet effet, sa rémunération est plus coûteuse que les autres types de Crédit moyenne terme.

2.2.4.2 Les crédits à long terme

Le crédit à long terme est un crédit dont la durée va au-delà de sept ans, il est destiné au financement des immobilisations dont la durée d'amortissement excède les sept ans. Les crédits à long terme sont distribués généralement sous forme de prêt mis intégralement à la disposition des emprunteurs par des établissements spécialisés : banque d'affaires, banques de crédits à moyen et long terme ...etc.

³⁰ Masse P : les choix des investissements, critères et méthodes édition, duodi paris page 101.

Le long terme est financé essentiellement sur des ressources d'emprunts, provenant notamment d'émission obligataire.³¹

2.2.5 Les crédits bail (leasing) :

Le crédit-bail est un mode de financement plutôt utilisé par les PME/ PMI pour le financement de matériels, Et notamment de Matériels mobiles.

Les opérations de crédit -bail sont des opérations de location de bien d'équipement, de matériel, d'outillage ou de biens mobiliers à usage professionnel, spécialement achetée en vue de cette location par des entreprises qui en demeurent propriétaires, lorsque ces opérations, quelle que soit leur dénomination, donnent au locataire la faculté d'acquiescer tout ou partie de biens loués, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour une partie, des versements effectués à titre de loyer.

Le caractère financier de l'opération est reconnu par la loi qui prévoit que les sociétés de crédit bail devront être inscrites sur la liste des établissements financiers.³²

- **Le crédit-bail mobilier :**³³

L'objet essentiel de cette technique est de permettre au Locataire d'utiliser du matériel ou des biens d'équipement qu'il ne serait pas en mesure d'acquiescer par ses propres moyens. À l'exception d'une période initiale qui est en général de 3 à 5 ans, dite « période irrévocable », le locataire a le choix entre trois solutions :

- Acquiescer le bien loué à un prix convenu ;
- poursuivre la location pendant un certain délai ;
- restituer le bien à la société de crédit-bail.

- **Le crédit-bail immobilier :**³⁴

Il porte sur une période plus longue (entre 15 et 20 ans). À la différence du crédit-bail mobilier, le contrat doit prévoir, sous peine de nullité, une possibilité de résiliation pour chacune des parties.

³¹ Masse P : les choix des investissements, critères et méthodes édition, duodécimale page 102.

³² PIERRE CONSO, FAROUK HEMICI : Gestion financière de l'entreprise page 452

³³ HEURI GRESLIER op.cit page 205.

³⁴ PIERRE CONSO, FAROUK HEMICI : Gestion financière de l'entreprise page 452

En outre, la plupart des contrats offrent aux locataires la faculté de lever l'option d'achat par anticipation.

2.3 Les caractéristiques d'un crédit d'investissement :

Le crédit se caractérise par quatre éléments fondamentaux qui sont :

2.3.1 La confiance

Le crédit signifie faire confiance et la pratique sur une longue période de la relation de crédit crée un climat de confiance entre les protagonistes. Cette confiance est basée non seulement sur la solvabilité de l'emprunteur mais aussi sur son honnêteté et sa compétence dans son activité professionnelle. La confiance est la base principale du crédit.

2.3.2 Le temps

Il n'y a crédit, en effet, que dans la mesure où se produit un décalage entre deux prestations : l'une, celle de crédeur, est actuelle, l'autre, du crédit, est retardée dans le temps, différée.³⁵ Le temps de crédit bancaire sera ainsi, à la fois, celui où se constituera la rémunération du prêteur et celui nécessaire à l'emprunteur pour rembourser.³⁶

2.3.3 La rémunération

Convention de crédit contient généralement l'indication des rémunérations réservée à la banque. Il s'agit essentiellement du taux d'intérêt et des diverses commissions qui peuvent être prévue en fonction des services rendus.³⁷

Les crédits qui comportent des décaissements sont rémunérés par des intérêts proportionnels au montant des capitaux avancés, par contre les crédits qui ne comportent pas des décaissements (crédit par signature), sont rémunérés par une commission.³⁸

2.3.4 Le risque

Est le premier des risques auxquels est confronté un établissement financier. C'est le risque de perte auquel la banque est exposée en cas de défaillance d'une contrepartie, il désigne le risque de défaut d'un emprunteur face à ses obligations. Donc le banquier doit nécessairement évaluer le risque avant de donner une suite à la demande de financement.

³⁶ Michel GAUDIN, le crédit aux particuliers, édition SEFI, Québec, 1996, p9.

³⁷ Jean Claude BOUSQUET, op cit, P.63.

³⁸ Jean Louis Rives Lange et Monique Contamine Raymand.Op cit. P. 571-572

2.4 Le risque de crédit

2.4.1 Notion de risque de crédit

L'expérience a maintes fois démontré qu'il n'y a pas de crédit totalement exempt de risque, quelles que soient les garanties dont il est assorti. Le risque est pratiquement inséparable du crédit. Le banquier doit donc toujours craindre que son portefeuille ne soit pas mobilisable auprès de l'institut d'émission ou que son débiteur ne puisse faire face à ses obligations dans les délais prévus.³⁹

2.4.2 Définition de risque de crédit

Le risque de crédit est sans doute le plus important de tous les risques auxquels sont exposés les établissements de crédit, dans la mesure où il met le plus en cause la survie de l'organisation, il résulte à la fois des facteurs liés à la santé de l'économie (récession/expansion) et des facteurs spécifiques aux emprunteurs. Le risque en matière bancaire peut être défini, selon Michel ROUACH et Gérard NAULLEAU, comme étant « un engagement portant une incertitude dotée d'une probabilité de gain et de préjudice, que celui-ci soit une dégradation ou une perte »⁴⁰

Selon JAQUE SPLINDER, « le risque de crédit consiste dans la défaillance possible de l'emprunteur dans le remboursement de crédit, il est présent à toutes les étapes de la relation d'un établissement de crédit avec ces clients ; lors de la sélection »⁴¹

Généralement, la prise de risque est tout simplement liée à l'objet principal de l'activité bancaire : l'octroi de crédit. Cette prise de risque est inéluctable et justifie l'existence même des banques. Le simple retard dans un remboursement peut être préjudiciable pour une banque qui travaille avec des fonds empruntés, car comme tout commerçant ou industriel, il doit faire face, de son côté, à ses propres échéances et, par conséquent, compter sur les rentrées nécessaires à l'équilibre de sa trésorerie. Si, par suite de circonstances imprévisibles, ou même par suite d'une politique de crédit imprudente, les retards se généralisaient, il pourrait en résulter une

Immobilisation de capitaux susceptible de mettre la banque en sérieuses difficultés, même si les crédits accordés ne sont pas compromis.

³⁹ Tahar Hadj Sadok « les risques de l'entreprise et de la banque » Edition Dahlab Boussaâda p 13

⁴⁰ ROUACH M et NAULLEAU G, Le contrôle de gestion bancaire et financière », REVUE BANQUE (Paris), 1998, P. 33.

⁴¹ SPLINDER J, « Contrôle des activités bancaire », ECONOMICA (Paris), 1998, P. 250.

2.4.3 Les formes de risque de crédit :

Le risque de crédit revêt trois formes :⁴²

Le risque de contrepartie sur l'emprunteur : Concerne les crédits accordés aux clients (clients et entreprises) ou les placements effectués sur les marchés financiers.

2.4.3.1 Le risque de contrepartie sur le prêteur : Sur les garanties potentielles de financement accordées par des contreparties bancaires pour assurer le financement de l'activité en cas de difficultés d'approvisionnement sur les marchés ;

2.4.3.2 Le risque de contrepartie sur produits dérivés : Les produits dérivés sont utilisés dans une préoccupation de couverture des risques ou de spéculation. Ils sont appelés dérivés parce que leurs valeurs sont dérivées d'autres marchés.

Le risque de crédit sur instruments dérivés est limité mais non négligeable. Ce risque a deux composantes :

- **Un risque courant** : Qui représente la perte en cas de défaut, aujourd'hui la valeur de ce risque est le coût de remplacement de l'instrument.
- **Un risque potentiel** : Représentant la perte supplémentaire en cas de défaut dans le futur. Il dépend principalement de la durée restant à couvrir jusqu'à l'échéance du contrat et de la volatilité du sous-jacent.

2.4.4 Typologie de risque de crédit ⁴³

Les risques liés au crédit sont multiples et multidimensionnels en plus des risques généraux que court la banque (risques commerciaux, risques de gestion interne, risques opérationnels et techniques). Afin de bien cerner la notion de risque de crédit, nous allons présenter ses composantes :

2.4.4.1 Le risque de contrepartie :

Qui est pour une banque ou une entreprise qu'une contrepartie (partie d'une transaction sur le marché de gré à gré) n'honore pas ses obligations envers elles. C'est le risque de défaillance d'un débiteur sur lequel l'établissement détient une créance ou un engagement de hors bilan assimilable.

⁴² DUBERNET M « gestion actif-passif et tarification des services bancaires », Ed. Economica, 1997, P.64

⁴³ [Typologie des risques de crédit bancaire : Le risque opérationnel, Le risque politique, ... \(ecofinanc.com\)](https://ecofinanc.com) consulter (12/05/2024) A 22h45

Il comprend en général :

- Les crédits octroyés
- Les titres détenus
- Les engagements hors bilan

Les véhicules qui permettent la distribution des risques sont les produits dérivés comme les swaps, les contrats à terme et les options. Aux états unis, la fédéral réserve board estimait qu'en 1996, les banques américaines détenaient plus de trente-sept trillions de dollars de position hors bilan, comparé à un montant d'environ un trillion de dollars seulement, 10 ans plus tôt. Ceci montre que ce risque est apparu avec la diversification des activités des banques (intermédiation dans les marchés financiers).

2.4.4.2 Le risque de liquidité :

Qui apparaît lorsque le client se trouve dans une situation d'illiquidité (temporaire ou conjoncturelle). On parle alors de risque de non-paiement

Le risque lié à l'activité de la structure du demandeur :

Est le risque lié à une baisse du chiffre d'affaires dont les conséquences se font surtout ressentir au niveau de la rentabilité puis de la liquidité si la chute est durable. En effet, l'entreprise en proie à des difficultés financières va faire une hiérarchie de ses engagements, donner une position secondaire au créancier « banque » et honorera tardivement ses engagements auprès de celle-ci.

2.4.4.3 Le risque sectoriel :

Lié au secteur d'activité

Exemple : l'excès de concentration par secteur peut aussi s'avérer catastrophique ainsi qu'en témoigne l'exemple du crédit lyonnais, en France, qui avait une exposition excessive dans le secteur immobilier quand celui-ci s'est effondré en 1992 entraînant le crédit lyonnais

2.4.4.4 Le risque financier :

Rattaché aux crises financières macroéconomiques (dévaluation, révision du taux par la banque centrale).

Nous illustrerons ce risque par exemple le plus marquant des caisses d'épargne aux états unis durant la période 80. Les de ces institutions étaient constituées en grande partie de dépôts à court terme qui étaient utilisés pour financer des investissements immobiliers sous forme des prêts à long terme taux fixe

La hausse brutale des taux au début des années 80 a eu pour conséquences une chute de la valeur de l'actif net de la caisse d'épargne dont le coût des ressources a augmenté au-delà de la rémunération fixe des prêts consentis aux investisseurs.

Une chute de la valeur de l'actif immobilier négativement corrélée aux taux d'intérêt. Ainsi, alors que les marges des caisses d'épargne devenaient négatives et ces caisses étaient vulnérables, certains investisseurs immobiliers se trouvaient en difficulté, voire dans l'incapacité de faire face à leurs obligations.

2.4.4.5 Le risque opérationnel :

Concerne des risques d'ordre organisationnel liés au fonctionnement même de l'établissement de crédit. Il a été démontré que les crises financières surtout dans nos pays ont eu pour cause les défaillances ou manquements du système de contrôle de l'activité bancaire. En fait, la banque doit surtout veiller à un système d'octroi du crédit qui ne présente aucune faille surtout au niveau des autorisations qui provoquent dans la plupart des cas une dérive du risque de crédit.

2.4.4.6 Le risque politique :

Lié à la probabilité que le changement de législation ou de réglementation réduisent le taux de rendement attendu des investisseurs.

2.4.5 Les conséquences du risque de crédit sur l'activité bancaire

Nous pouvons citer quelques conséquences négatives du risque crédit sur l'activité bancaire :

2.4.5.1 La dégradation du résultat de la banque : Cette dégradation est due aux provisionnements et aux pertes liées au non-remboursement des créances.

2.4.5.2 La dégradation de la solvabilité de la banque :

En effet, la banque pourrait recourir à ses fonds propres pour couvrir des niveaux de risques élevés (pertes inattendues). Ce qui peut remettre en cause sa solvabilité.

2.4.5.3 La baisse de son rating :

Une dégradation des résultats de la banque pourrait engendrer une baisse de son rating car ce dernier est un indicateur de solvabilité.

2.4.5.4 Un risque systémique :

Le risque systémique correspond au risque que le défaut d'une institution soit « contagieux » et conduise d'autres institutions à faire défaut. En effet, le risque de crédit peut provoquer par effet

de contagion une crise systémique. La stabilité globale du système financier est, dans un tel contexte, compromise ;

2.4.5.5 La dégradation de la relation banque-client :

Une diminution des résultats de la banque suite au non-remboursement de ses créances oblige cette dernière à augmenter les taux des prêts afin de pouvoir absorber les pertes enregistrées. Cependant, cette augmentation des taux de crédit induit l'exclusion d'une partie de clientèle même solvable à toute possibilité de contracter des prêts et donc le recours à la concurrence pour financer leurs besoins. Étant donné les conséquences désastreuses que peut avoir le risque crédit sur la banque voire même sur tout le système bancaire et financier, la mise en place d'une réglementation prudentielle est apparue nécessaire.

Le crédit d'investissement est un outil essentiel pour financer des projet d'investissement, mais il comporte également des risque. il est crucial de prendre en compte ces risque et de mettre en place des mesures de gestion appropriées pour minimiser les impacts négatifs.

Section 03 : La Gestion de risque de crédit et ses guaranies :

Introduction

La gestion des risques de crédit est un aspect crucial dans le domaine de l'investissement. Lorsque' une institution financière accorde un crédit, elle doit évaluer les risques associés à cet emprunte. Cela implique d'analyse la capacité de remboursement de l'emprunteur. D'identifier les risquées économiques et d'évaluer la qualité des garanties proposées. Les garanties, telles que des biens immobiliers ou des actifs financiers, servent à protéger le prêteur en cas de défaut de paiement de l'emprunteur. La gestion efficace des risques de crédit et l'utilisation appropriée des garanties sont essentielles pour assurer la stabilité financière et minimiser les pertes potentielles.

3.1. Définition de la gestion des risques

La gestion de risque est définie par Laurent Pierandrei comme « L'identification des causes et effets d'évènements porteurs de risques, étudier leur impact sur les objectifs, le patrimoine et la

performance de l'entreprise et enfin proposer des mesures adaptées afin de gérer au mieux ces risques. »⁴⁴

Elle est aussi définie comme « La gestion des risques est un ensemble d'activités (financières et opérationnelles), qui permet de maximiser la valeur d'une entreprise ou d'un portefeuille en réduisant les coûts associés à la volatilité de ses flux d'entrées et de sorties de fonds. »⁴⁵

C'est une discipline qui vise à identifier, évaluer et prioriser les risques liés aux activités d'une organisation, quelles que soient la nature ou l'origine de ces risques, pour traiter méthodiquement de manière coordonnée et économique, de manière à réduire et contrôler la probabilité des événements redoutés, et réduire l'impact éventuel de ces événements. C'est le processus par lequel les organisations traitent méthodiquement les risques qui s'attachent à leurs activités et recherche ainsi des bénéfices durables dans le cadre de ces activités, considérées individuellement ou bien dans leur ensemble. La gestion du risque est centrée sur l'identification et le traitement des risques.

3.2 L'objectif de la gestion de risque

Analyser et gérer l'ensemble des risques (risques financiers, humains, du système d'information, stratégiques...) afin d'éviter les effets pervers d'un fonctionnement en « silos » ainsi que tous les impacts potentiels de ces risques (impacts financiers et non financiers comme la réputation, le savoir-faire...). Le périmètre d'analyse est le FRR et ses parties prenantes, son conservateur-teneur de comptes (la Caisse des Dépôts), les gérants externes, les fournisseurs d'indices et les autres prestataires. Une des plus-values de cette approche consiste à agréger l'ensemble des risques majeurs et à assurer la cohérence d'ensemble de l'analyse des risques et des plans d'actions au niveau de l'organisation

Alerter le Directoire sur la survenance possible de risques majeurs et de risques jugés inacceptables.

Proposer et coordonner la mise en place des plans d'actions pour réduire et / ou changer le profil de ces risques.

Aider à diffuser les meilleures pratiques et la culture de gestion des risques au sein du FRR.

⁴⁴ Laurent Pierandrei, Optcit p32

⁴⁵ DIONNE Georges, « gestion des risques : historique, définition et critiques, 1er février 2003, p9

Donner au directoire un avis indépendant concernant les indices de gestion choisis par la direction financière du FRR pour ses propres gestions.

Proposer ou valider les limites de risque grande famille de risque ou domaine d'activité.

Analyse, avant lancement, les nouveaux processus d'investissement du point de vue des vues des risques financiers et opérationnels fixer des limites pour ces nouveaux processus d'investissement.⁴⁶

3.3 Processus de la gestion des risques bancaire

La gestion des risques repose sur un processus de six étapes⁴⁷

3.3.1 Identification des risques : Cette étape consiste à établir une cartographie des risques auxquels la banque est confrontée. Cet exercice ne doit pas être limité dans le temps, vu les changements internes et externes qui touchent le milieu bancaire et qui peuvent engendrer l'apparition de nouveaux risques.

Évaluation et mesure des risques Elle consiste à quantifier les coûts associés aux risques identifiés dans la première étape. La mesure du risque dépend de la nature de ce dernier, s'il est quantifiable ou non. Lorsque les risques sont quantifiables comme dans le cas du risque de crédit et du risque de marché, le concept le plus utilisé est celui de la Value-at-Risk. Dans le cas des risques non quantifiables, une méthodologie objective est appliquée pour les estimer, à travers deux variables

- La probabilité de survenance d'un événement négatif, qui à défaut de quantification, peut se voir attribuer des valeurs relatives : forte, moyenne et faible probabilité ;
- La gravité de l'événement en cas de survenance du risque : là aussi, en absence de données quantifiables, on peut attribuer une variable relative : élevé, moyen, faible ;
- Le croisement des deux séries de variables, permettra de donner une idée relative du risque.

3.3.2 Sélection des stratégies bancaires pour la gestion des risques: L'efficacité de la gestion de la banque et de la réussite de sa stratégie dépend principalement de sa capacité à mesurer et à gérer le risque. En effet, la gestion du risque constitue les sources d'avantages concurrentiels

⁴⁶ [Principaux objectifs de la gestion des risques - FRR \(fondsdereserve.fr\)](https://www.fondsdereserve.fr) consulter 14/05/2024 A 23h45.

⁴⁷ JoelBessis : Gestion des risques et gestion Actif-Passif des banques. Dalloz. Paris. 1995p48.

décisifs, elle est de ce fait au centre de la stratégie. Face aux risques, les banques peuvent faire appel à quatre stratégies fondamentales alternatives : ⁴⁸

- **Éviter le risque** : Cette stratégie consiste à éviter totalement un type de risque et donc de renoncer à certaines opérations. Ainsi un établissement dont l'activité principale est le crédit à la consommation peut adopter cette stratégie en limitant ses risques aux risques commerciaux afférents à ces crédits (risque de contrepartie) et en couvrant systématiquement ses autres risques.

- **Limitier le risque** : Par cette stratégie, la banque vise à accepter un risque tout en fixant des limites qu'elle s'interdit de franchir. Ces limites peuvent être déterminées en volume, en valeur en risque (Value AtRisk), en montant en fonds propres engagés ou en pertes maximales. Si la limite est correctement fixée, le risque est donc sous contrôle, mais il n'est pas nul. De plus, la banque peut supporter des couts d'opportunité en renonçant à une opération afin de respecter ces limites.

- **Transférer le risque** : Elle consiste, pour la banque à accepter de payer une prime afin de transférer totalement ou partiellement un risque auquel elle se trouve exposée et ne souhaite pas garder. On peut citer à titre d'exemple : l'acquisition d'un swap pour couvrir un prêt ou un emprunt à taux fixe.

- **Payer le risque** : Cette stratégie revient pour une banque à supporter directement le cout d'un risque en le payant éventuellement par prélèvement sur ses fonds propres ou ses réserves. Dans le cas de la réalisation du risque, celui-ci dont le cout éventuel est supporté en totalité par la banque, s'impute soit dans les charges de l'exercice, soit sur une dotation aux provisions. Bien entendu, dans le cas contraire, la banque bénéficie d'une marge de rentabilités supplémentaires. C'est dans cette stratégie que se placent les établissements qui acceptent de rester en "position ouverte" pour bénéficier d'une évolution favorable des conditions du marché. Il est noté qu'un même établissement peut utiliser, successivement ou simultanément, plusieurs de ces stratégies, en fonction du cout et de la fréquence de chaque risque. Par exemple, si le cout est faible, l'établissement acceptera le plus souvent de le payer en cas d'évolution défavorable.

3.3.3 Mise en œuvre des solutions : Cette étape consiste à mettre en œuvre la technique choisie, son principe fondamental est de minimiser les coûts attribués à la mise en œuvre de la solution.

⁴⁸ DARMON J, Stratégies bancaires et gestion de bilan, Ed Economica, Paris, 1998, p 67.

3.3.4 Reporting des risques : Le reporting est l'aboutissement logique de tout processus de gestion, il s'agit d'une synthèse qui fait ressortir les éléments clés sous une forme analytique, adressée aux responsables sous forme d'un rapport dont le contenu et le niveau de détail dépend de la fonction du destinataire⁴⁹.

La gestion des risques, quel que soit le risque (crédit, opérationnel, marché) à gérer nécessite non seulement une bonne connaissance des normes et des textes de lois, qui évoluent en permanence et obligent à un suivi et une veille continue, mais aussi l'expérience et l'expertise des situations. La prise de décision peut être difficile, ainsi la prévention, la formation et l'information complétées par un suivi des situations grâce à des stratégies restent des outils incontournables, s'ils sont bien évidemment actualisés régulièrement.

3.4 Evaluation et mesure du risque de crédit

Toute prise de risque nécessite une connaissance approfondie de la contrepartie et sa capacité à faire face à ses engagements. L'évaluation du risque implique un savoir faire adapté à la qualité de la contrepartie, particulier ou entreprise, elle requiert également, de savoir développer des méthodes d'évaluations.

L'approche traditionnelle d'évaluation du risque du crédit utilise le jugement de l'analyse crédit sur la capacité et la volonté de l'emprunteur de rembourser son crédit, l'analyse du risque est menée différemment en fonction de la nature du crédit (aux particuliers ou entreprises).⁵⁰

3.4.1 L'évaluation du risque des particuliers :

. En premier lieu, il convient de collecter toutes les informations nécessaires sur l'emprunteur (situation de famille, revenus, ancienneté dans sa profession,) et sur ses antécédents en matière d'endettement et de solvabilité. A cet égard, le banquier utilise les fichiers existants, que nous pouvons classer en fichiers positifs et fichiers négatifs.

Les fichiers positifs : Les fichiers positifs visent à recenser tous les emprunteurs, même ceux exempts d'incidents de paiement ou de remboursement, afin que le prêteur puisse avoir une vue d'ensemble de la totalité de l'endettement de l'emprunteur et de ses caractéristiques. Les fichiers positifs permettent de mieux cerner le profil du risque présenté par un emprunteur grâce à des exploitations statistiques.

⁴⁹ Jacob.H. et Sardi.A, « Management des risques bancaires», édition Afges, Paris, 2001, p.22.

⁵⁰ De Coussergue S : «gestion de la banque du diagnostic à la stratégie » ; 5eme édition ; dunod ;paris ;2007 ;P 160

Les fichiers négatifs : Les fichiers négatifs qui sont des fichiers composés d'emprunteurs ayant connu des difficultés de trésorerie dans un passé récent. Deux fichiers négatifs doivent être consultés avant toute offre de crédit, à savoir :

- **Le fichier central des risques** : qui recense les incidents de paiements des chèques (défaut ou insuffisance de provision), les interdictions bancaires qui en découlent et les décisions de retrait de carte bancaire ;
- **Le fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers** : qui recense tous les emprunteurs en défaut de paiement ainsi que ceux qui font l'objet de la procédure collective du traitement du surendettement.

3.4.2 L'évaluation du risque des banques

L'évaluation du risque des entreprises repose sur le diagnostic financier de l'entreprise.

- ✓ **La collecte d'information sur l'emprunteur** : Cette collecte ne se limite pas aux comptes annuels. Elle inclut, également, la connaissance des marchés et produits sur lesquels le client opère et la compréhension de la stratégie qu'il développe. Il faut, à nouveau, insister sur l'avantage de la relation de long terme dans la collecte de ces informations qui permet, notamment au banquier d'apprécier les qualités de compétence et de moralité des dirigeants de l'entreprise.
- ✓ **L'analyse de la situation financière de l'emprunteur** : Le banquier traitera la situation financière, afin de repérer toutes les caractéristiques essentielles sur la capacité financière de l'entreprise. L'analyse financière constitue le principal outil pour évaluer à priori sa contrepartie. Toute prise de risque nécessite une connaissance approfondie de la contrepartie et sa capacité à faire face à ses engagements.**Définition de l'analyse financière** :L'analyse financière peut être définie comme étant « une démarche qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers, ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence des choix de gestion,...), solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers et capacité à faire face à ses engagements) et en fin son patrimoine ».

Elle permet de faire une étude approfondie sur la situation financière d'une entreprise (documents comptables). Ainsi, elle donne des informations indispensables telles que : la qualité de l'entreprise, sa rentabilité, sa capacité à se développer et à générer des profits,

- ✓ **Les étapes de l'analyse financière** : C'est une analyse faite sur la base du bilan comptable et des soldes d'intermédiaires de gestion. Elle consiste à comparer entre : les chiffres d'affaires et les ratios des trois derniers exercices pour apprécier leur évolution dans le temps.

Le calcul de certains ratios de base, à partir de ces données, permet une première évaluation de la solvabilité de l'entreprise. Si, le rapport entre l'endettement et le chiffre d'affaires annuel est trop grand, il sera très risqué d'accorder un nouveau crédit. La faiblesse du résultat d'exploitation par rapport au chiffre d'affaires peut aussi indiquer des difficultés dans le remboursement des emprunts.

- ✓ **Les types de financements** : La méthode d'analyse financière diffère selon que la demande du crédit concerne l'exploitation ou l'investissement. S'il s'agit de besoin du financement issu du cycle d'exploitation, l'analyse portera sur les perspectives de développement. En d'autres termes, il faudra savoir si l'activité engendrée par l'investissement dégagera une marge suffisante pour permettre le remboursement des crédits et le maintien de l'équilibre financier.
- ✓ **La notation (le rating) Nouvelle approches d'évaluation du risque de crédit** : A coté de l'analyse financière, d'autres méthodes ont été développées pour mesurer le risque de contrepartie celles-ci, permettent notamment de prévoir la défaillance de l'emprunteur dans le futur. La notation est appelée aussi le rating, le rating est un mot d'origine américaine qui veut dire « Évaluation ». Il est défini comme étant « un processus d'évaluation du risque attaché à un titre de créance, synthétisé en une note, permettant un classement en fonction des caractéristiques particulières du titre proposé et des garanties offertes par l'émetteur »⁵¹

La notation est un moyen d'information sur le niveau du risque d'une contrepartie. Elle mesure la capacité de ce dernier à rembourser toutes les sommes dues à court ou à long terme. C'est un outil d'aide à la prise de décision, puisqu'il synthétise en une note le degré de solidité et de solvabilité de la contrepartie. Cette note est attribuée soit par des sociétés spécialisées de notation, on parle alors de notation externe, soit établie par les banques elles même, la notation est alors interne.

3.5 Prise des Garanties :

⁵¹ Karyotis D. : « La gestion financière : une nouvelle approche du risque » ; Edition Banque ; Paris; 1995 ; P.16

« Un mécanisme permettant de protéger un créancier contre une perte pécuniaire »⁵²La première fonction de la garantie est qu'elle permet de diminuer l'exposition effective au risque. L'utilisation des garanties répond, également, à l'objectif de limiter le coût de la défaillance, puisqu'elles constituent une alternative à l'augmentation des taux d'intérêts. Elles offrent l'avantage de procurer une protection en cas de défaillance éventuelle, tout en limitant la hausse des taux d'intérêt.

3.5.1 Nature des Garanties :

3.5.1.1 Les garanties personnelles : La garantie personnelle est constituée par l'engagement d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales, au profit d'un créancier, de se substituer à un débiteur principal.

Celui-ci, ne respecte pas ses obligations à l'échéance, autrement dit-il s'engage à satisfaire l'obligation si, le débiteur n'y satisfait pas. Elles sont données par un tiers dans le cadre de cautionnement au d'aval. Il est très fréquent dans le cadre du crédit à des PME que le banquier demande la caution solidaire du ou des dirigeants de l'entreprise afin d'éviter de se s'avoir opposé une responsabilité financière limité aux apports et d'inviter les dirigeant à gérer l'entreprise dans l'objectif de rembourser les créanciers.⁵³

3.5.1.2 Les garanties réelles La garantie réelle consiste en l'affectation d'un bien meuble ou immeuble en garantie d'une dette. Ce bien peut appartenir au débiteur lui-même ou être engagé par un tiers. Divers biens peuvent être constitués en garantie, notamment les immeubles, les fonds de commerce et sous conditions, le matériel, les marchandises, les valeurs mobilières et les créances. Elles portent sur des biens et prennent la forme d'hypothèques, lorsqu'un immeuble est affecté à l'acquittement d'une obligation, de gage lorsque des biens meubles sont donnés en garantie avec droit de rétention du créancier ou de nantissement, lorsque le créancier n'a pas de droit de rétention. Les règles en matière de prise de garanties doivent être clairement formalisées : contrats assurant la sécurité juridique de l'opération, la définition des cas où les garanties sont obligatoires et les taux de couvertures.⁵⁴

⁵² Lobez F. : « Banque et Marchés du crédit » ; Edition PUF ; Paris ; 1997 ; P.5.

⁵³ De Coussergues S. « Gestion de la banque du diagnostic à la stratégie » ; 3ème édition ; Dunod ; Paris ; 2002 ; P.174.

⁵⁴ De Coussergues S. « Gestion de la banque du diagnostic à la stratégie » ; 3ème édition ; Dunod ; Paris ; 2002 ; P.174

Le partage des risques Pour réduire son exposition au risque sur une contrepartie, une banque peut souhaiter partager l'octroi des crédits avec d'autres établissements du crédit selon des modalités différentes.⁵⁵

La gestion des risques de crédit d'investissement et l'utilisation des garanties sont essentielles pour assurer la réussite des projets d'investissement. En évaluant soigneusement les risques et en mettant en place des garanties solides, les investisseurs peuvent minimiser les pertes potentielles et protéger leur capital.

Conclusion de chapitre :

Dans ce chapitre, nous avons exploré deux aspects cruciaux de la finance d'entreprise : l'évaluation des projets d'investissement et la gestion du risque de crédit, ainsi que les garanties associées à cette gestion. Nous avons constaté que ces deux domaines sont étroitement liés et essentiels pour assurer la santé financière et la croissance durable d'une entreprise.

⁵⁵ De Coussergues S « Gestion de la banque du diagnostic à la stratégie » ; 3^{ème} édition; Dunod; Paris; 2002; P.175.

Chapitre III : étude de cas analyse
approfondie de la banque CPA SIDI
AICH

Introduction du chapitre

Dans un environnement économique mondial de plus en plus complexe et compétitif, les institutions financières jouent un rôle crucial dans le développement économique et social. La Banque CPA SIDI AICH se distingue comme un acteur clé du secteur bancaire en Algérie, offrant une gamme complète de services financiers destinés à répondre aux besoins diversifiés de sa clientèle. Cette étude de cas vise à fournir une analyse approfondie de la Banque CPA SIDI AICHE, en examinant ses stratégies, ses opérations, ses performances et les défis auxquels elle est confrontée.

Dans ce chapitre, nous présentons d'organisme d'accueil qui est la banque CPA SIDI AICHE dans la première section et nous procédons dans la deuxième section au montage et étude de la viabilité du crédit d'investissement .et dans la troisième section nous aborderons l'étude de la rentabilité d'un crédit d'investissement.

Section 01 : présentation de l'organisme d'accueil

La CPA (Caisse Populaire d'Algérie) Sidi Aiche est une institution financière qui joue un rôle crucial dans le soutien économique et social de la région de Sidi Aiche. En tant que filiale de la Caisse Populaire d'Algérie, cet organisme s'engage à offrir une gamme complète de services bancaires et financiers destinés aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises.

1.1. Présentation de l'agence CPA SIDI AICH :

L'agence CPA SIDI AICH a été ouverte le 01/01/1996. Elle est dotée de missions et de fonctions précises. Son organisation est subdivisée en structures homogènes découlant de ses activités et des objectifs qui lui sont assignés.

L'agence CPA SIDI AICH est une agence de 3ème s catégories et son organigramme est établi comme suit :

- Service caisse dinars/devises : il est divisé en deux sections :
 - Section espèces et réception des ordres de la clientèle (front office).
 - Section encaissements, recouvrements, virements, titres et administration de la caisse (back office).
- Service crédit : service homogène non subdivisé.
- Service commerce extérieur : il est divisé en deux sections :

- Section domiciliation, transfert, rapatriement, apurement gestion des crédits extérieurs.
- Section remise documentaire (Rem doc), crédit documentaire (Credoc).
- Service contrôle et administratif : il est divisé en deux sections :
 - Section contrôle.
 - Section administration.
- Clientèle.
 - Clientèle « Entreprise ».
 - Clientèle « Particuliers ».
 - Clientèle « Professionnels »
- Secrétariat et bureau d'ordre.

1.2. Missions de l'agence CPA sidi AICH

Comme l'agence est la structure de base de la banque. elle est investie des principales missions suivantes :

- Traiter les Operations bancaires confiées la clientèle, entretenir et développer des relations commerciales.
- Réaliser le plan d'action commercial
- Recevoir, étudier, décider et mettre en place les crédits dans la limite de la prérogative qui lui sont confiées par voie règlementaire.
- Traiter les Otions de commerce extérieur.
- Assurer la gestion des créances impayées et suivre leur recouvrement.
- Traiter les opérations de caisse (retrait, versement, virement).

1.3. La répartition des responsabilités de CPA SIDI AICH :

1.3.1 Le Directeur de l'agence :

Il représente le responsable principal de la structure de l'agence bancaire ; il a plusieurs taches par elles :

- Faire connaitre le CPA sur la base locale pour les clients.
- Optimiser les ressources de l'agence.
- Augmenter la rentabilité de l'agence.

- Motiver le personnel
- Veiller au bon équilibre de la trésorerie de l'agence.
- Respecter les règles de gestion.
- Défendre les intérêts de l'institution.
- Réaliser les objectifs assignés à l'agence.
- Accroître la part de marché de la banque.

1.3.2 Le fondé du pouvoir

Normalement le rôle est joué par le directeur adjoint, mais cela se fait dans les agences de première et deuxième catégories et ses fonctions sont :

- L'organisation et la bonne utilisation des moyens humains et matériels de l'agence.
- La sécurité des infrastructures (des hommes et des tâches).
- Le contrôle a priori et a posteriori des opérations clientèles et internes.

1.3.3 Le secrétariat de direction

On peut le qualifier de deuxième chambre après le directeur de l'agence, ses fonctions sont :

- L'enregistrement et le placement de courrier
- Organisation des rendez-vous professionnels comme : les visites, les rencontres, les réunions....

On considère ce service très important si on prend en considération les renseignements et informations secrets qu'il détient.

1.3.4 Le service crédit

Ce service est très important si on prend en considération les spécialités en premier lieu dans le crédit, on trouve dans ce service :

1.3.4.1 Cellule d'étude et d'analyse

Cette cellule a comme mission de recueillir tous les éléments d'appréciation qui permettent de se prononcer sur l'opportunité de crédit, sa nature, son montant et sa durée, ses fonctions sont :

- Vérification de la régularité des éléments constitutifs du dossier crédit.
- Étude des demandes de crédit relatives.

- Finalisation et présentation des dossiers pour décision du directeur ou du fondé du pouvoir en cas d'intérim.
- Gestion des autorisations de crédit, allouer et suivre leur utilisation.

1.3.4.2 Cellule suivi de crédit

C'est un service de gestion et d'exécution des opérations de crédit, ses fonctions sont :

- Recueil des garanties assortissant les crédits consentis aux clientèles.
- Traitement des opérations liées à l'aspect juridique et contentieux ayant trait au compte de la clientèle.

1.3.5 Le service des opérations de commerce extérieur

- Etude et gestion des contrats et marchés domicilié au près de l'agence
- Déclaration à la banque d'Algérie des domiciliations
- Achat et vente d'instrument du paiement libellée en devise.
- Ouverture et suivi des comptes devises.
- Gestion des Credoc reçu.

1.3.6 Le service contrôle et administratif

Il assure par le contrôleur de l'agence et ses fonctions sont :

Autant

que service contrôle :

- Revoir le contrôle de l'agence.
- Réviser et relire tous les chèques qui ont été fait le jour même.
- L'exactitude que chaque opération qui est faite est enregistrée.

Autant que service administratif :

- Exécuter les tâches administratives.
- Suivre le fonctionnement des moyens humains et matériels de l'agence.
- Suivre la sécurisation des biens et les personnes de l'agence.

1.3.7 Le service caisse

Il a une relation directe avec le client et il se trouve dans des guichets spéciaux et se prénomme front office et back office.

Le front office : on y trouve la caisse, l'accueil des ordres du client et la section espèce.

Le back office : on y trouve le chef de service caisse qu'on peut dire qu'il commande le service caisse et qui taille et surveille tous les faits et gestion qui se font au sein de ce service, comme on y trouve aussi les fonctions administratives et la section espèce (virement, encaissement et recouvrement) et c'est ce qu'on appelle service portefeuille puisqu'il travaille avec les commerçants et les industrielles pendant la vente et l'achat avec les chèques seulement, ce service est chargé de traiter l'ensemble des opérations intéressant les effets de commerce (chèque, lettre de change et billet à ordre) remise par la clientèle en fin d'escompte ou d'encaissement, comme on trouve aussi ce qu'on appelle la compensation.

1.4. Présentation du service crédit

Pour assurer ses fonctions, le service crédit est soumis à une organisation interne pour la répartition des tâches et à une prise des relations fonctionnelles et hiérarchiques avec les autres structures de la banque.

1.4.1. Organisation du service crédit

Organisation interne : elle vise à partager entre les trois principales cellules qui le composent à savoir :

- ❖ La cellule d'étude et analyse.
- ❖ La cellule suivie des engagements.
- ❖ La cellule juridique pour le suivi de contentieux et de la gestion administrative.

1.4.1.1. la cellule étude et analyse : composés des chargés d'étude qui s'occupe de la réception, étude et montage des dossiers de crédit présenté par la clientèle jusqu'à l'autorisation du crédit.

1.4.1.2. La cellule suivie d'engagement : elle chargée du suivi et de la gestion des dossiers du crédit et de recouvrement des créances.

1.4.1.3. La cellule juridique : elle est l'interlocutrice des différents services d'exploitation et d'administration, elle est chargée de tous les problèmes d'ordre juridique et du suivi des règlements

des opérations faisant l'objet de contentieux et de recouvrement des créances litigieuses et contentieuses.

1.4.2. Le rôle de service crédit

Il joue un rôle important dans l'agence, il représente l'essence même du métier de banquier grâce à sa grande participation pour la formation des différents produits de la banque matérialisée par les engagements donnés et générateur d'intérêt. Pour assurer son rôle, les missions attribuées au service crédit sont répartis entre ces deux cellules :

1.4.2.1. Taches de la cellule d'étude et d'analyse :

- ❖ Réunie l'ensemble des documents nécessaires pour l'étude d'un dossier de crédit.
- ❖ Procéder à l'étude en y portant un avis motivé.
- ❖ Présenter l'étude au comité de crédit pour décision.
- ❖ Notification à la clientèle les décisions prises.
- ❖ Suivre l'évolution de l'activité des entreprises financières.
- ❖ Assister et conseiller la clientèle.
- ❖ Gérer et suivre les dossiers de crédit en collaboration avec la cellule de suivi des engagements et du contentieux.

1.4.2.2. Taches de la cellule des engagements et de la cellule juridique :

- ❖ la gestion administrative des autorisations de crédit.
- ❖ Le recueil des garanties exigées pour la mise en place des crédits.
- ❖ L'établissement et la délivrance des différents engagements consentent des crédits actes de cautions et avals.
- ❖ Le contrôle permanent des utilisations réglementaires des crédits accordés et leurs remboursements à l'échéance.
- ❖ Le suivi des impayés et des dossiers litigieux et contentieux.
- ❖ Engager les procédures et démarches nécessaires pour le recouvrement des créances.

Dans ce passage, nous avons présenté le service crédit et montré son importance capitale au sien d'une agence bancaire.

En effet, le service crédit constitue la cellule de base dans l'exploitation de la banque, dans lequel s'effectue les études nécessaires pour cerner les besoins de la clientèle qui se présente pour trouver le meilleur financement et de choisir le type de crédit le plus adéquat aux besoins exprimés.

CPA Sidi Aiche se distingue par son approche centrée sur le client et son engagement envers le développement durable de la région. En fournissant des services financiers adaptés et en soutenant les initiatives locales, elle contribue significativement à l'essor économique et social de Sidi Aiche.

Section 02 : montage et étude de la viabilité du projet d'investissement

Le crédit d'investissement est un outil financier essentiel pour les entreprises souhaitant financer leurs projets de croissance, qu'il s'agisse de l'acquisition d'équipements, de l'expansion des infrastructures ou du développement de nouvelles activités. La préparation et le montage d'un dossier de crédit d'investissement sont des étapes cruciales pour obtenir le financement nécessaire auprès des institutions bancaires.

2.1. Montage d'un dossier de crédit d'investissement :

Un projet d'investissement peut être décomposé en plusieurs étapes, mais pour son bon déroulement, le banquier doit acquérir les informations nécessaires concernant l'entreprise souhaitant investir. Il est aussi amené à vérifier que les dépenses engagées pour la réalisation des travaux n'excédant pas les prévisions.⁵⁶

Afin d'éviter tout conflit, le banquier devrait avoir tous le matériel intellectuel, technique et statistique afin d'une identification multidimensionnelle (juridique, économique, social, ...) tout en tenant compte du contexte dans lequel évolue sa clientèle. Voici une liste exhaustive mais non limitative des documents que devra exiger le banquier : une demande écrite de l'entreprise, les documents administratifs et juridiques, les documents techniques, les documents économiques, les documents fiscaux et parafiscaux, les documents commerciaux, les documents comptables et financiers, le compte rendu de visite, ...

2.1.1. Demande écrite de l'entreprise :

Il s'agit d'une demande de crédit adressée au banquier ayant pour objet la sollicitation d'un crédit d'investissement. Celle-ci doit remplir les conditions suivantes :

⁵⁶ F. BOUYACOUB, L'entreprise et le financement bancaire, Éd. Casbah, Alger 2001, p.143

- Conditions de forme : la demande doit contenir un en-tête contenant toutes les références de l'entreprise (dénomination et siège social, N° de téléphone, etc.) accompagnées d'une signature apposée par une personne dûment habilitée et du cachet de l'entreprise.
- Conditions de fond : la demande de crédit doit préciser la nature des concours sollicités, leur montant et leur objet. Elle doit être cachetée et signée par le/les personnes dûment habilitées à engager l'entreprise en matière de crédit.

2.1.2. Les documents administratifs et juridiques :

Ils comprennent entre autres :

- Demande de crédit d'investissement, signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- copie légalisée des statuts pour les personnes morales ;
- délibération des associés autorisant le gérant à contracter des emprunts bancaires, si cette disposition n'est pas prévue dans les statuts ;
- copie certifiée conforme du registre de commerce ou récépissé de dépôt ou toute autorisation ou agrément d'exercice ; copie légalisée du bulletin officiel des annonces légales (BOAL) ;
- copie légalisée du titre de propriété ou bail de location ;
- délibération du conseil d'administration pour les entreprises publiques économiques (EPE) ;
- une copie d'octroi des avantages, délivrée par l'ANDI (Agence Nationale du Développement de l'Investissement) éventuellement.

Ces documents sont réclamés lors de l'ouverture du compte courant du client. Ils devront être renouvelés dans le cas d'une modification intervenue dans les statuts, l'activité ou l'adresse du client.

2.1.3. Les documents techniques :

On distingue :⁵⁷

⁵⁷ LASARY, Op. cit., p.32 (Évaluation et financement de projets, Éd. DAR EL OTHMANIA, Alger 2007.)

- Permis de construction en cours de validité ;
- Plan de masse et de situation du projet à réaliser ;
- Plan d'architecture et charpente ;
- étude géologique du site et autorisation de concession délivrée par l'autorité compétente pour les projets de carrières ;
- étude et analyse de la qualité du gisement pour les projets de production de matériaux de construction et autres ;

2.1.4. Les documents économiques :

Parmi les documents économiques, on retrouve:⁵⁸

- Le plan de production annuel ou pluriannuel ;
- situation des marchés publics en cours de réalisation ;
- plan des charges actualisées pour les entreprises BTPH avec une fiche signalétique par marchés.

2.1.5. Les documents fiscaux et parafiscaux :

Ils comprennent les documents suivants :

- la Carte d'immatriculation fiscale ;
- la déclaration fiscale de l'année dernière ;
- l'extrait de rôle apuré de moins de trois mois ou notification d'un accord de rééchelonnement des dettes fiscales ;
- l'attestation de mise à jour de la caisse sociale de moins de trois mois ou notification de rééchelonnement des dettes sociales.

2.1.6. Les documents commerciaux :

Dans le cas commercial, on fait référence aux points suivants⁵⁹:

- Décomposition du chiffre d'affaires (local ou étranger) par produits et par marchés ;

⁵⁸ F. LASARY, Op. cit., p.32 (Évaluation et financement de projets, Éd. DAR EL OTHMANIA, Alger 2007.)

⁵⁹ Kamel HAMDI, Analyse des projets et leur financement, Imprimerie ESSALEM, Alger 2000, p.52

- décomposition des consommations de services extérieurs ;
- carnet de commandes de la clientèle⁶⁰ ;
- schéma d'organisation du réseau de distribution, des points de ventes, des grossistes, des dépositaires et des concessionnaires.

2.1.7. Les documents comptables et financiers :

Nous citerons entre autres :

- Les bilans et annexes clos des trois dernières années. Dans le cas d'une ancienne relation, seul le dernier bilan est exigé. Le banquier devra veiller à :
- Faire accompagner les bilans des sociétés de capitaux (SPA, SARL) du rapport des commissaires aux comptes et de la résolution de l'assemblée des actionnaires ;
- Vérifier que les bilans des sociétés de personnes sont signés par un comptable agréé ;

Vérifier que les règles comptables prescrites par le plan comptable national (PCN) ont été respectées pour l'élaboration des documents comptables énumérés ci- Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôture de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant pour les entreprises en démarrage ;

- a situation comptable provisoire (actif-passif, tableau des comptes de résultat) pour les demandes introduites après le 30 juin ;
- bilan prévisionnel se rapportant à l'exercice à financer ;
- État détaillé des dettes, stocks et des créances avec indication de leur délai de réalisation, leur montant ainsi que les autres provisions qui y seraient rattachées ;
- plan de financement par marché et plan de financement consolidé ;
- Budget prévisionnel d'exploitation comportant un commentaire sur les réalisations de l'année écoulée et le programme prévisionnel d'exploitation de l'exercice à venir, on y ajoutera les tableaux suivants :

- Tableau d'approvisionnement,

- tableau de production ;

- tableau commercial ;

⁶⁰ M. SION, D. BRAULT, Réussir son Business Plan, Éd. Dunod, 2ème édition, Paris 2009, p.35

- Plan de trésorerie.

2.1.8. Le compte rendu de visite :

Il s'agit d'un document reprenant tous les éléments d'information sur l'affaire traitée. Il a pour rôle d'apprécier la véracité des informations communiquées dans les documents précédemment cités. Celui-ci devra particulièrement s'intéresser aux éléments suivants⁶¹:

- Patrimoine de l'entreprise (vérifier s'il correspond à ce qui a été avancé dans le dossier) ;
- la réalité et le statut d'occupation des lieux ;
- la fonctionnalité des locaux ;
- l'état des installations (commodités, salubrité, sécurité, etc.) ;
- l'organisation des différentes fonctions (approvisionnement, stockage, production, écoulement des produits, etc.) ;
- la gestion des ressources humaines, l'autorité des dirigeants et l'efficacité du travail ;
- les perspectives d'évolution de l'entreprise (tel le lancement d'un nouveau produit ou le partenariat avec une autre firme, etc.).

En somme, nous noterons que les documents constitutifs d'un dossier de crédit ne sauraient être pris en compte d'une manière exhaustive. Le banquier se réserve le droit d'exiger toute information susceptible de lui faire mieux connaître son entreprise cliente et affiner ainsi son analyse critique.

Enfin, après avoir collecté toutes les informations jugées nécessaires à l'étude de la relation, le banquier commencera sa démarche d'investigation qui débutera par l'identification du client et de son environnement, et se terminera par une évaluation de ses performances et contre-performances.

⁶¹ F. BOUYACOU, L'entreprise et le financement bancaire, Éd. Casbah, Alger 2001,

2.2. Étude de viabilité du projet d'investissement (étude technico-économique) :

2.2.1. Identification du projet :

L'entreprise concernée exerce dans le secteur du terrassement et travaux ruraux son siège se situe à TAOURIRT AMROUCHE commune de TIFRA wilaya de Bejaia. Afin mieux cerner le client, la banque demande de tant une liste des données générales qui se présente comme suit :

- **Nom ou raison sociale** : entreprise individuelle de Mr XX terrassement et travaux ruraux
- **Capital social** : /
- **Forme juridique** : entreprise individuelle.
- **Activités** : terrassement et travaux ruraux
- **Secteur d'activité** :
- **Siège sociale** : TAOURIRT AMROUCHE commune de TIFRA wilaya de Bejaia.
- **Type d'entreprise** : petite moyenne entreprise (PME)

Il s'agit d'une création, d'une entreprise de terrassement et travaux ruraux, sur toutes distances.

➤ **Structure financement de l'investissement :**

Pour pouvoir démarrer son activité, Mr BRAHAM demande à la banque un crédit à moyen terme (CMT) de 7.656.000,00 DA représentant un financement à hauteur de 70% du montant de l'investissement sur la durée de 5 ans dont 1 an de différé et ce pour l'acquisition d'une chargeuse pelleuse JCB d'une valeur de 10.937.142,00DA. Cet investissement est présent dans le tableau suivant :

Tableau N°01 : Structure de l'investissement :

Rubrique	En devis	En DA/TTC
Matériel roulant (chargeuse pelleuse JCB)	—	10 937 142.00
Total	—	10 937 142.00

Source : Documents fournis par la banque CPA.

Quant à la structure de son financement, elle est comme suit :

Tableau N°02 : Structure de financement

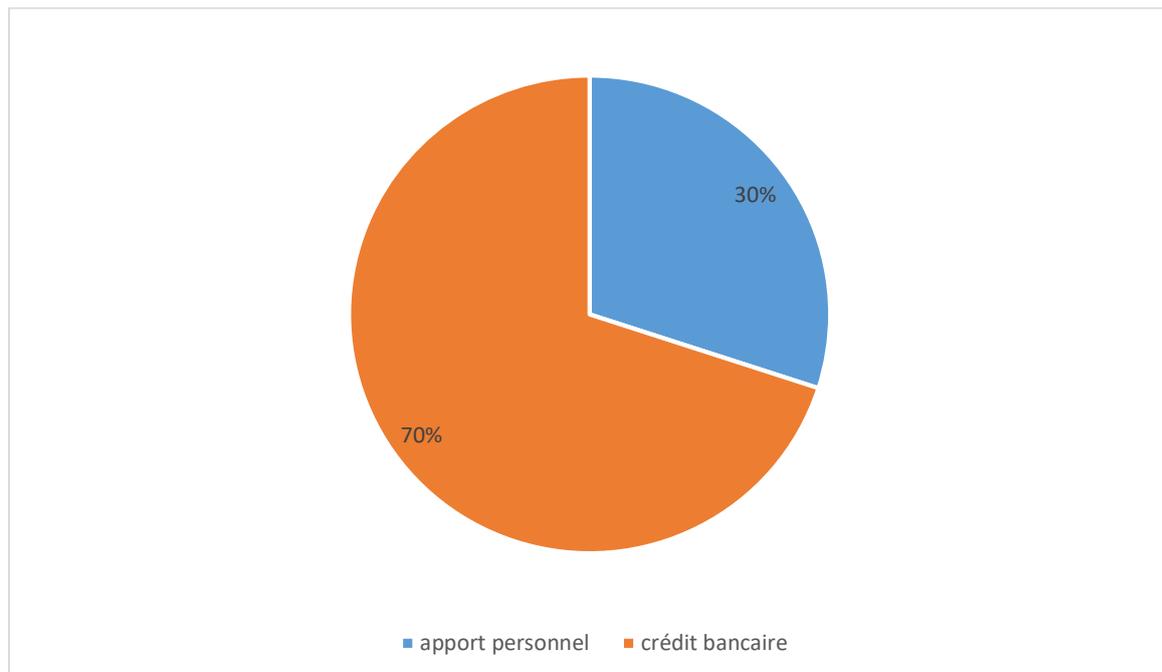
Rubriques	Montant	%
Apport personnel	3.281.142,00	30%
Crédit bancaire	7.656.000,00	70%
Total	10.937.142,00	100%

Source : Documents fournis par la banque CPA.

Tableaux 03 : Tableau d’amortissement de l’emprunt

Période	Principal	Intérêts	Annuités
2019	1 531 200	421 080	1 952 280
2020	1 531 200	336 864	1 868 064
2021	1 531 200	252 648	1 783 848
2022	1 531 200	168 432	1 699 632
2023	1 531 200	84 216	1 615 416

Figure N_01: Coût total de projet



Source : Réalisé sur base des données du tableau précédent.

2.2.2. Etude de marché :

Le projet vise la satisfaction de la demande, le marché actuel est très favorable

La commune de Tifra, située dans la wilaya de Béjaïa, est une région rurale avec des besoins croissants en infrastructures agricoles et communautaires.

Taurirt Amrouche, un village de cette commune, nécessite des travaux de terrassement pour soutenir le développement local. Cette étude de marché

Examine les aspects essentiels du secteur, incluant la demande, les tendances, la concurrence, et les opportunités spécifiques à cette région.

Analyse de matière

➤ Secteur d'application

- **Agriculture** : Aménagement des terres, création de terrasses pour cultures, construction de systèmes d'irrigation.
- **Infrastructures communautaires** : construction et entretien de routes rurales, fondations pour bâtiments publics, fossés de drainage.
- **Développement Rural** : Mise en place de réseaux d'eau potable et d'assainissement, infrastructures de stockage d'eau.

Factures de demande :

- **Besoins en infrastructures** : Nécessité de routes et de structures pour faciliter le transport et la communication dans la région.
- **Projets Agricoles** : Expansion et amélioration des terres cultivables pour augmenter la productivité agricole.
- **Initiatives Gouvernementales** : programmes de développement rural et soutien aux projets d'infrastructure.

Analyse de concurrence :

➤ Acteurs principaux :

- **Entreprises locales** : PME spécialisées dans les travaux de terrassement et de construction en milieu rural.
- **Fabricants d'équipement** : fournisseurs de machines de terrassement, tels que les tractopelles, excavatrices, et bulldozers.

➤ Offres concurrentielles :

- **Qualité et fiabilité** : importance de la robustesse des équipements et de la fiabilité des services proposés.

- **Support et maintenance** : disponibilité du service après-vente et des pièces de rechange.
- **Technologies avancées** : Utilisation de technologies modernes pour améliorer la précision et l'efficacité des travaux.

Opportunités et défis

➤ **Opportunités :**

- **Subventions et financements** : accès à des financements publics pour les projets de développement rural.
- **Formations techniques** : Programmes de formation pour les opérateurs d'équipements de terrassement.
- **Partenariats stratégiques** : Collaborations avec les autorités locales pour la réalisation de projets d'infrastructure.

➤ **Défis :**

- **Coûts élevés** : investissement initial pour l'achat et l'entretien des équipements.
- **Conditions de terrain** : terrains montagneux et accidentés nécessitant des solutions adaptées.
- **Logistique et transport** : difficultés d'accès pour les équipements lourds dans les zones reculées.

Le marché du terrassement et des travaux ruraux à Taourirt Amrouche, commune de Tifra, wilaya de Béjaïa, présente des opportunités significatives, stimulées par la demande croissante en infrastructures agricoles et communautaires. Les entreprises offrant des solutions robustes et innovantes, accompagnées d'un bon service après-vente, peuvent capitaliser sur les initiatives de développement rural. Malgré les défis liés aux coûts et aux conditions du terrain, le potentiel de croissance est prometteur grâce aux soutiens gouvernementaux et aux avancées technologiques.

Section 03 : étude de la rentabilité du projet d'investissement

3.1 Analyse des bilans réalisés :

Pour mieux évaluer le projet, l'étude des cinq années de bilans prévisionnels réalisés par le client qui sont regroupés dans les tableaux suivants sont nécessaire :

Tableau N°04 : Bilan prévisionnel en grandes masses actif (en DA).

Rubrique	Exercice n	Exercice n+1	Exercice n+2	Exercice n+3	Exercice n+4
<u>Actif :</u>					
Frais préliminaires	1569 000	1569 000	1569 000	1569 000	1569 000
Résorption des frais préliminaires					
Frais préliminaires net	1569 000	1569 000	1569 000	1569 000	1569 000
Equipment	10937 142	10937142	10937142	10937142	10937142
Amortissement équipement	2187428	4347856	6562285	8749713	10937142
Equipment net	8749714	6562286	4374857	2187429	–
Stocks (matières et fournitures)	–	–	–	–	–
Banques	1596 000	1895 000	1986 500	1647 855	1353 488
Caisse	1424 520	1209 250	1201 482	1648 790	1286 970
Total Actif	13339 234	11235536	9 131 839	7 053 074	4 209 458

Source : Documents fournis par la banque CPA.

Tableau N°05 : bilan prévisionnel en grandes masses passif (en DA).

Rubrique	Exercice n	Exercice n+1	Exercice n+2	Exercice n+3	Exercice n+4
<u>Passif</u>					
Fonds propres	3 281 142	2 624 913	1 968 685	1 312 456	656 230
Emprunt bancaire	7 656 000	6 124 800	4 593 600	3 062 400	1 531 200
Dettes d'exploitation	165 600	171 915	178 230	11 630	54 024
Résultat	2 236 492	2 313 908	2 391 324	2 666 588	1 968 004
Total passif	13 339 234	11 235 536	9 131 839	7 053 074	4 209 458

Source : Documents fournis par la banque CPA.

Interprétation :

Dans ce tableaux, on voit que chaque année le passif diminue à cause des dettes d'exploitation qui doivent être remboursées par l'entreprise.

3.2 Analyse des soldes intermédiaires de gestion :

Après avoir estimé l'ensemble des rubriques de charges et de produits relatifs au matériel roulant (chargeuse pelleteuse JCB), nous arrivons à l'établissement du compte de résultats prévisionnels pour les cinq années d'activité est le suivant :

Tableau N°06: Tableaux de Compte de résultat prévisionnels :

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
Ventes de marchandises	–	–	–	–	–
Marchandises consommées	–				
Marge brute					
Production vendue	–	–	–	–	–
Prestations fournies	5 170 000	5 404 000	5 063 800	5 087 200	5 106 000
Matières et fournitures consommées	80 000	92 000	104 000	116 000	128 000
Services	10 000	12 000	14 000	16 000	18 000
Valeur ajoutée	5 080 000	5 300 000	5 520 000	5 740 000	4 960 000
Frais de personnel	–	226 800	453 600	453 600	453 600
Frais divers	235 000	235 000	235 000	235 000	235 000
Versement forfaitaires	–	–	–	6552	6552
TAP				22 400	25 200
Frais financiers	421 080	336 864	252 648	168 432	84 216
Dotations aux amortissements	2 187 428	2 187 428	2 187 428	2 187 428	2 187 428
Charges d'exploitation	2 843 508	2 986 092	3 128 676	3 073 412	2 991 996
Résultat brut d'exploitation	2 236 492	2 313 908	2 391 324	2 666 588	1 968 004
IRG Barème				837 306	592 801
Résultat net de l'exercice	2 236 492	2 313 908	2 391 324	1 829 282	1 375 203

Source : Documents fournis par la banque CPA.

3.3 Le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) avant financement

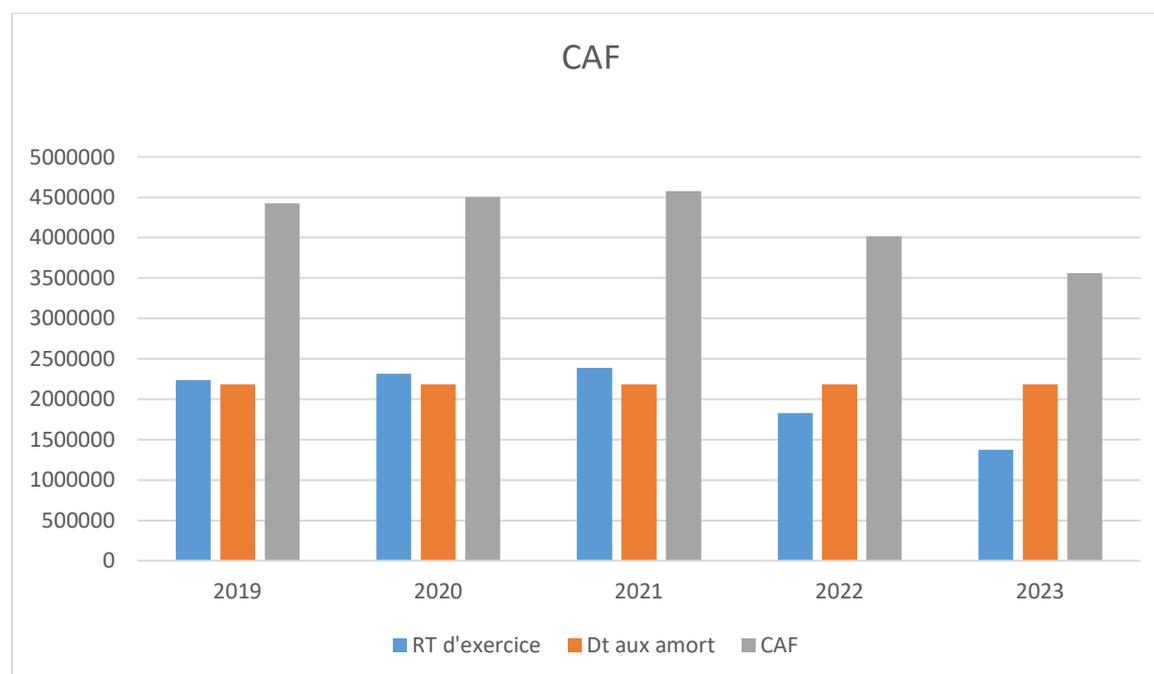
La capacité d'autofinancement est l'autofinancement maximal dont peut disposer une entreprise. À partir du Résultat net on peut déterminer la CAF comme suit :

Tableau N°07 : Capacité d'autonomie financière et capacité de remboursement (en DA)

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
Résultat net de l'exercice	2 236 492	2 313 908	2 391 324	1 829 282	1 375 203
Dotations aux amortissements	2 187 428	2 187 428	2 187 428	2 187 428	2 187 428
La CAF	4 423 920	4 501 336	4 578 752	4 016 710	3 562 631
CAF/emprunt	0.57	0.73	0.99	1.31	2.32

Source : Documents fournis par la banque CPA

Figure N°02 : Capacité d'autofinancement.



Source : Réalisé sur base des données du tableau précédent

Interprétation :

comme les résultat net , il diminue au derniers années ,il est logique de constaté également une baisse de la capacité d'autofinancement (CAF), car celle-ci est calculée en ajoutant au résultat net les amortissement

Tableaux 08 : Tableaux De Compte De Résultat de la banque

	2019	2020	2021	2022	2023
Fonds Prop	5517000	4939000	4359000	3978000	2624000
Dont RES REP	2236000	2314000	2391000	2666000	1968000
C/C ASS / ACT					
DLMT	7656000	6125000	4594000	3062000	1531000
Autres dettes non courantes					
Fonds PERM	13173000	11064000	8953000	7040000	4155000
IMMOB Nettes	8749000	6562000	4375000	2187000	0
VAL.	1569000	1569000	1569000	1569000	1569000
TEMP.Immob					
Amortissement	2187000	4375000	6562000	8749000	10937000
Fonds De roulements	2855000	2933000	3009000	3284000	2586000
ST/Trav En	–	–	–	–	–
CRS	–	–	–	–	–
Créances com	–	–	–	–	–
Autres créances	–	–	–	–	–
D.C.T	166000	172000	178000	12000	54000
BFR	-166000	-172000	-178000	-12000	-54000
Disponibilités	3020000	3104000	3187000	3296000	2640000
Dettes BANC.	0	0	0	0	0
Trésorerie	3021000	3105000	3187000	3296000	2640000
Total Du Bilan	13339000	11236000	9131000	7052000	4209000
Mouvement confiés	–	–	–	–	–
CA	5170000	5404000	5638000	5872000	5106000
Production Vendue	5170000	5404000	5638000	5872000	5106000

Consommations	90000	104000	118000	132000	146000
Valeur ajouté	5080000	5300000	5520000	5740000	4960000
Charges	0	227000	454000	454000	453000
Personnel					
Charges Financier	421000	337000	253000	168000	84000
Autres produits	–	–	–	–	–
Autres Charges	235000	235000	235000	264000	267000
Amortissement Annuels	2 187 000	2 187 000	2 187 000	2 187 000	2 187 000
Produit Hors exploitation	–	–	–	–	–
Charges Hors exploitation	–	–	–	–	–
Résultat Brut	2 237 000	2 314 000	2 391 000	2 667 000	1 969 000
Impôts	0	0	0	837 000	592 000
Résultat net	2 237 000	2 314 000	2 391 000	1 830 000	1 377 000
Cash-Flow	4 424 000	4 501 000	4 578 000	4 017 000	3 564 000

Source : Documents fournis par la banque CPA.

Interprétation

Dans le Tableaux de TCR Ils ont trouvé un BFR Négative est un signe de Bonne santé financière pour Entreprise cela signifié qu'il n'a pas un décalage entre le décaissement et les encaissements, ce qui est bénéfique pour la gestion de l'entreprise.

Actualisation de Cash-flow

Puisque nous avons déjà identifié les caches flow dans le tableau des résultat, et que le Taux d'actualisation est 10% nous allons calculer les Cash-flow actualisé.

Tableau 09: calcule Cumule des cash- flow actualises

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
Cash-flow net	4 424 000	4 501 000	4 578 000	4 017 000	3 564 000
Cumuls du cash-flow net	4 424 000	8 925 000	13 503 000	17 520 000	21 084 000
Coefficient d'actualisation 10%	0.909090909	0.826446281	0.7513148	0.683013455	0.620921323
Cash- flow actualise	4 021 818.81	7 376 033.058	10 145 003.74	11 966 395 .73	13 091 505.17
Cumule des cash- flow actualises	4 021 818.81	11 397 851.87	21 542 855.61	33 509 251.34	46 600 756 .51

Source : réalisé par nous-mêmes sur la base des documents de la CPA

Détermination de la valeur actuelle nette (VAN) :

La valeur actuelle nette est un indicateur de rentabilité pour un projet d'investissement. Il représente la différence entre la somme des flux nets de trésorerie actualisés à la date zéro et le montant de capital investi.

$VAN = \text{La sommes des cash-flows actualises} - \text{Investissement}$

$VAN = 46\,600\,756.51 - 10\,937\,142 = 35\,663\,614.51$

Interprétation

La valeur actuelle nette des flux de trésorerie est positive, cela signifie que le projet Est très rentable donc il sera réalisé Par l'entreprise et financer par la banque.

Le délai de récupération actualisé (DRA) :

Le délai de récupération de capital investi correspond au délai nécessaire pour que Le montant des flux nets de trésorerie actualisés atteigne le montant de capital investi, d'après le tableau des cash-flow , le délai de récupération de ce projet se situe entre les deux années 3 et 4 .

$DRA = \text{Année de cumul inférieur} + (\text{Investissement-cumul inférieur} / \text{Cumul supérieur-cumul inférieur})$.

$DRA = 1 + (10937\,142 - 11\,397\,851.87) / (21\,542\,855.61 - 11\,397\,851.87)$

$DRA = 1.0454$

$DRA = 1 \text{ ans et } 16 \text{ jours b}$

L'entreprise pourra récupérer le capital investi après 1 an et 16 jours

L'indice de profitabilité (IP) :

L'indice de profitabilité est égal au rapport entre la valeur présente des flux de trésorerie futurs et le montant investi dans un projet.

Calcul de IP

$IP = \text{Cumul du cash-flow actualisé} / \text{Investissement initial}$

$IP = 46\,600\,756.51 / 10\,937\,142 = 4.26$

Interprétation

$IP > 1$ donc le projet est rentable et cela signifie que chaque dinar investit l'entreprise Rapporté 3.26DA de gain.

Le taux de rentabilité interne :

Le TRI est le taux d'équilibre entre le montant de l'investissement et les flux de Trésorerie actualisés.

Tableaux 10: le taux de rentabilité interne :

	2019	2020	2021	2022	2023
Cash-flow cumulé	4 424 000	8 925 000	13 503 000	17 520 000	21 084 000
Cash-flow cumulé 75%	2 528 000	2 914 285.714	2 519 510.204	1 868 021.658	1 284 584.756
Cash-flow cumulé 80%	2 457 777.778	2 754 629.63	2 315 329.218	1 668 952.904	1 115 810.598

Source : réalisé par nous-mêmes sur la base des documents de la CPA

Taux d'actualisation = 75% VAN=11 114 402.33– 10 937 142= 177 260,3324

Taux d'actualisation =80% VAN = 10 312 500.13- 10 937 142= - 624 641,87

$TRI = 75 + [((80-75) * (177260.3324-0)) / (177260.3324+624641.87)]$

TRI = 76.11%

Interprétation

Le taux de rentabilité interne TRI il est supérieur au taux d'actualisation qui est de 10%, cela indique que le projet est intéressant pour l'entreprise.

3.4 Questionnaire

Dans ce cadre, la présente recherche se concentre sur le financement bancaire des projets d'investissement, en prenant comme étude de cas la CPA de Sidi Aiche. Ce questionnaire vise à comprendre les mécanismes, les critères d'évaluation, les politiques de gestion des risques, ainsi que les innovations technologiques mises en œuvre par la CPA pour soutenir les projets d'investissement des entreprises.

Nous menons une enquête sur le financement bancaire des projets d'investissement, en prenant comme étude de cas la CPA de Sidi Aiche.

L'objectif principal de notre étude était d'évaluer le financement bancaire d'un projet d'investissement au sein de la banque CPA SIDI AICHE et répondre à notre problématique principale. Pour répondre à notre objectif de recherche, nous avons opté pour une approche basée sur une enquête utilisant des questionnaires en raison de nos engagements et des contraintes de disponibilité des travailleurs, il était difficile de mener des entretiens individuels approfondis. Le questionnaire nous a permis de recueillir les réponses de manière plus efficace et de maximiser la participation des employés. Nous avons également inclus des questions ouvertes pour permettre aux participants de partager leurs opinions et leurs perceptions de manière plus détaillée notre questionnaire est composé de 10 questions qu'on a distribué pour 7 cadres et on a reçu que 2 réponses et nous avons distribué 7 exemplaires, cela explique par le fait que certain employés ont choisi toutes les propositions que nous avons proposés, et d'autres ils ont choisi de ne pas répondre. Une fois que nous avons recueilli toutes les données nécessaires, nous avons procédé à l'analyse des questionnaires pour tirer des conclusions et répondre à notre problématique de recherche. Cette analyse nous a permis d'évaluer la perception de financement bancaire d'un projet d'investissement au sein de la banque CPA SIDI AICHE

Questionnaire de recherche sous le thème de : financement bancaire d'un projet d'investissement

Nous sommes des étudiants en fin d'études en finance et comptabilité option comptabilité audit.

Dans le cadre de notre recherche de fin d'études, nous menons une enquête sur financement bancaire d'un projet d'investissement cas de **CPA Sidi Aiche**.

Nous souhaitons obtenir de votre collaboration pour remplir un questionnaire qui nous permettra de recueillir des informations pertinentes pour notre étude auprès des différents acteurs De banques.

Nous tenons à préciser que ces informations seront utilisées uniquement à des fins scientifiques et que votre participation est volontaire.

Questions : pour cadre et maîtrise

1* Depuis combien d'années votre banque s'engage-t-elle dans le financement des projets d'investissement pour les entreprises ?

2* Quels sont les éléments distinctifs qui rendent votre banque unique et attrayante dans le domaine du financement des projets d'investissement ?

3* Quelles sont les principales industries ou secteurs dans lesquels votre banque accorde des financements pour des projets d'investissement ?

4* Quelles sont les retombées concrètes pour les entreprises clientes qui bénéficient de ces caractéristiques distinctives de votre banque ?

5* Comment votre banque évalue-t-elle généralement la crédibilité financière des entreprises sollicitant un financement pour des projets d'investissement ?

6* Quels outils ou systèmes informatiques votre banque utilise-t-elle pour évaluer les projets d'investissement et gérer les risques ?

7* Quelles sont les politiques de la banque en cas de pertes sur un projet financé ?

8* La banque a-t-elle des stratégies spécifiques pour récupérer les fonds en cas de perte sur un projet ?

9* Quelles sont les innovations technologiques les plus récentes adoptées par votre banque pour optimiser son rôle dans le financement des investissements des entreprises ?

10* Quelle est la part des prêts d'investissement dans le portefeuille global de prêts de votre banque ?

Nombre de copie imprimée	7
Nombre de personne qui a répondu au questionnaire	2
Nombre de personne qui n'a pas répondu au questionnaire	5

Les réponses des personnes de la banque :

1* Depuis combien d'années votre banque s'engage-t-elle dans le financement des projets d'investissement pour les entreprises ?

Réponse	Nombre
Pratiquement depuis sa création	1
depuis sa création (1966)	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : Depuis sa création en 1966, la Banque CPA et son agence Sidi Aiche soutiennent activement les entreprises locales en offrant des solutions de financement adaptées à leurs besoins. Cet engagement continu démontre la solidité et l'importance de la CPA dans le développement économique algérien.

2* Quels sont les éléments distinctifs qui rendent votre banque unique et attrayante dans le domaine du financement des projets d'investissement ?

Réponse	Nombre
Par son personnel, son accueil et l'assistance qu'elle offre durant la durée de projet (avant- pendant et après le financement)	1
l'accompagnement, le conseil et le suivi	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : La Banque CPA se distingue par la qualité de son personnel, l'accueil chaleureux et l'assistance complète qu'elle offre tout au long des projets, avant, pendant et après le financement. Son accompagnement personnalisé, ses conseils avisés et son suivi rigoureux font d'elle un partenaire financier unique et attrayant pour les entreprises.

3* Quelles sont les principales industries ou secteurs dans lesquels votre banque accorde des financements pour des projets d'investissement ?

Réponse	Nombre
L'industrie, le BPTH (bâtiment)	1
industrie et bâtiment	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : La Banque CPA accorde principalement des financements pour des projets d'investissement dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment. Ces secteurs clés bénéficient de son soutien pour favoriser le développement économique et l'innovation.

4* Quelles sont les retombées concrètes pour les entreprises clientes qui bénéficient de ces caractéristiques distinctives de votre banque ?

Réponse	Nombre
Honorer ses engagements et rentabiliser leur projets	1
la même réponse	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : Les entreprises clientes de la Banque CPA parviennent à honorer leurs engagements et à rentabiliser leurs projets grâce aux caractéristiques distinctives de la banque. Cet accompagnement leur permet d'atteindre leurs objectifs financiers et de favoriser une croissance durable.

5* Comment votre banque évalue-t-elle généralement la crédibilité financière des entreprises sollicitant un financement pour des projets d'investissement ?

Réponse	Nombre
A travers les bilans, l'ancienneté de l'entreprise dans le domaine d'activité	1
les bilans et les TCR	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : Votre banque CPA évalue généralement la crédibilité financière des entreprises sollicitant un financement en analysant leurs bilans et leur ancienneté dans le domaine d'activité. Elle prend également en compte les bilans et les TCR (tableaux de comptes de résultats).

6* Quels outils ou systèmes informatiques votre banque utilise-t-elle pour évaluer les projets d'investissement et gérer les risques ?

Réponse	Nombre
Des simulateurs internes	1
la stimulation sur système	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : Votre banque CPA utilise des simulateurs internes pour évaluer les projets d'investissement et gérer les risques. Elle se base également sur la stimulation sur système pour affiner ses analyses.

7* Quelles sont les politiques de la banque en cas de pertes sur un projet financé ?

Réponse	Nombre
En cas de non concrétisation des objectifs attendus par le projet financé, la banque utilise tous les moyens afin d'accompagner	1
elle n'a pas répondu	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : En cas de non concrétisation des objectifs attendus par un projet financé, la banque CPA utilise tous les moyens nécessaires pour accompagner l'entreprise. Elle s'efforce de trouver des solutions pour atténuer les pertes et soutenir le client.

8* La banque a-t-elle des stratégies spécifiques pour récupérer les fonds en cas de perte sur un projet ?

Réponse	Nombre
Oui	1
elle n'a pas répondu	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : Oui, la banque dispose de stratégies spécifiques pour récupérer les fonds en cas de perte sur un projet. Elle met en œuvre des mesures adaptées pour assurer le recouvrement des montants dus.

9* Quelles sont les innovations technologiques les plus récentes adoptées par votre banque pour optimiser son rôle dans le financement des investissements des entreprises ?

Réponse	Nombre
L'innovation est l'un des objectifs de la banque, c'est-à-dire, à chaque fois elle essaye de mettre les nouvelles technologies au profit des différentes structures	1
Notre banque est dans le suivi des nouvelles technologies pour bien optimiser son développement	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : L'innovation étant l'un des objectifs de la banque, elle intègre constamment les nouvelles technologies au profit de ses différentes structures. Notre banque suit de près les évolutions technologiques pour optimiser son développement et améliorer le financement des investissements des entreprises.

10* Quelle est la part des prêts d'investissement dans le portefeuille global de prêts de votre banque?

Réponse	Nombre
Le crédit d'investissement constitue la grande part de portefeuille global de la banque, sans amortir les autres types de crédit	1
Le crédit d'investissement prend la grande part dans le portefeuille globale de notre banque	1

Source : établi par nos soins à l'aide des réponses recueillies sur le terrain

Commentaire : Le crédit d'investissement constitue la grande part du portefeuille global de notre banque. Cependant, cela n'amortit pas l'importance des autres types de crédit.

En conclusion, l'étude de la rentabilité du projet d'investissement a permis de confirmer sa viabilité économique, en mettant en lumière des perspectives de croissance prometteuses et un retour sur investissement attractif, tout en identifiant les risques potentiels à gérer pour assurer le succès et la pérennité du projet.

Conclusion du chapitre

L'analyse approfondie de la Banque CPA SIDI AICHE a permis de mettre en lumière plusieurs aspects cruciaux de ses opérations, de sa performance financière et des défis qu'elle rencontre dans un environnement bancaire en constante évolution. Voici les principales conclusions qui se dégagent de cette étude de cas.

En conclusion, la Banque CPA SIDI AICHE possède des atouts considérables qui peuvent être renforcés par une stratégie proactive d'innovation et d'optimisation. En répondant efficacement aux défis actuels et en saisissant les opportunités de croissance, la banque peut non seulement consolider sa position sur le marché mais aussi contribuer significativement au développement économique de la région. Cette étude de cas offre un cadre analytique qui peut guider les décisions stratégiques futures de la banque.

Conclusion Générale

Conclusion générale

En parvenant à la conclusion de ce mémoire, nous plongeons dans l'essence même de notre étude: la viabilité et la rentabilité du projet d'investissement de l'entreprise de terrassement et travaux ruraux à Taourirt Amrouche. À travers une exploration minutieuse des mécanismes financiers et des stratégies de financement bancaire, notre analyse a révélé des perspectives prometteuses pour l'avenir de cette entreprise. En effet, armés d'indicateurs solides et d'une compréhension approfondie du secteur, nous avons pu répondre avec assurance aux hypothèses principales formulées au début de notre démarche, tout en explorant les nuances des questions secondaires, ce qui ajoute une dimension supplémentaire à la richesse de notre travail.

Notre objectif principal était de saisir comment les banques pourraient jouer un rôle plus efficace dans le financement des entreprises, en particulier à travers l'étude de leur implication dans le projet d'investissement de l'entreprise de terrassement et travaux ruraux à Taourirt Amrouche. Nous cherchions à comprendre comment les banques pourraient optimiser leur rôle dans le financement des investissements des entreprises pour garantir une allocation efficace des ressources financières tout en atténuant les risques associés aux décisions d'investissement.

À la lumière de nos résultats, nous pouvons affirmer que la banque CPA joue un rôle crucial dans le développement économique de la région en fournissant un financement adéquat aux entreprises. A travers le cas étudié, la banque a financé l'acquisition d'une machine chargeuse pelleuse par l'entreprise de terrassement et travaux ruraux, la banque anticipe une amélioration significative de la productivité et des bénéfices de l'entreprise. Cette relation de financement est perçue comme une opportunité, soutenue par notre analyse détaillée des indicateurs financiers.

Notre hypothèse est vérifiée dans une large mesure, démontrant que la banque CPA peut jouer un rôle proactif dans le soutien aux projets d'investissement des entreprises. En investissant dans des projets viables, elle permet d'assurer la croissance et la prospérité des entreprises, mais également stimuler le développement économique à l'échelle nationale.

Dans notre étude, nous nous sommes intéressés aux critères pris en compte par l'entreprise pour évaluer la viabilité du projet d'investissement de l'exploitation d'une machine chargeuse pelleuse, en mettant l'accent sur le retour sur investissement et la rentabilité à moyen terme. Nos résultats montrent que l'entreprise a minutieusement examiné ces aspects, en se basant sur une analyse approfondie des flux de trésorerie et des projections financières.

Enfin, nous nous sommes penchés sur les critères de rentabilité de projet surveillés par la banque, qu'elle a vérifié minutieusement avant la décision de financement du projet pour minimiser les risques associés à cet investissement.

Liste des Tableaux et figures

Tableaux	Titres	Pages
Tableaux N°01	Structure de l'investissement	64
Tableaux N°02	Structure de financement	65
Tableaux N°03	Tableaux de Remboursement de l'emprunt	65
Tableaux N°04	Bilan prévisionnel en grandes masses actif (en DA)	68
Tableaux N°05	Bilan prévisionnel en grandes masses passif (en DA)	68
Tableaux N°06	Tableaux de Compte de résultat prévisionnels	69
Tableaux N°07	Capacité d'autonomie financière et capacité de remboursement (en DA)	70
Tableaux N°08	Tableaux De Compte De Résultat de la banque	71
Tableaux N°09	Calcule Cumule des cash- flow actualises	73
Tableaux N°10	Le taux de rentabilité interne.	74
Figure N°01	Coût total de projet	65
Figure N° 02	Capacité d'autofinancement	70

Liste des abréviations

- TAP : Taxes sur l'activité professionnelles

- IRG : Impôt sur le revenu global
- CAF : Capacité d'autofinancement

- C/C ASS / ACT : Compte courant
- DLMT : Dettes long moyenne terme
- ST : Stock
- DCT : Dettes au court terme
- BFR : Besoin de fonds de roulement

- CA : Chiffre d'affaires
- TCR : Tableaux de compte de résultat
- VAN : la valeur actuelle nette
- DRA : Le délai de récupération actualisé
- IP : L'indice de profitabilité
- TRI : : le taux de rentabilité interne

La Bibliographique

- AMELON, J, L « l'essentiel à connaître en gestion financière », édition Maxima, 2002.
- AMELON, J, L « l'essentiel à connaître en gestion financière », édition Maxima, 2002.
- BARREAU. J ' Gestion Financière ,4Ème Édition, Dunod, Paris.
- BOUGHABA A, « Analyse et évaluation des projets », édition Berti, Alger, 2005.
- CAPUL Jean-Yves, L'économie et les sciences sociales de A à Z, Paris, France, 2004 .
- Conso Pierre, HEMICI Farouk, Gestion financière de l'entreprise, 10ème Edition, Paris, France, 2002.
- CONSO.P et HEMICI. F, « Gestion financière de l'entreprise », Edition Dunod, 9ème édition, Paris, 1999.
- DARMON J, Stratégies bancaires et gestion de bilan, Ed Economica, Paris, 1998.
- De Coussergues S. « Gestion de la banque du diagnostic à la stratégie » ; 3ème édition ; Dunod ; Paris.
- DIONNE Georges, « gestion des risques : historique, définition et critiques, 1er février 2003.
- DUBERNET M « gestion actif-passif et tarification des services bancaires », Ed. Economica, 1997.
- F. BOUYACOUB, L'entreprise et le financement bancaire, Éd. Casbah, Alger 2001.
- Guy, Caudamine, Jean, « banque et marchés financiers », 2ème Ed. Edition Economica, Paris.
- Jacob.H. et Sardi.A, « Management des risques bancaires», édition Afges, Paris.
- Jean Louis Rives Lange et Monique Contamine Raymand.Op cit.
- Jean, Mathis « monnaie et banques en Afrique francophone », édition n°01, paris, 1992.
- JoelBessis : Gestion des risques et gestion Actif-Passif des banques. Dalloz. Paris. 1995.
- Kamel HAMDI, Analyse des projets et leur financement, Imprimerie ESSALEM, Alger 2000.
- Karyotis D. : « La gestion financière : une nouvelle approche du risque » ; Edition Banque ; Paris; 1995.
- LASARY, Op. cit., p.32 (F. LASARY, Évaluation et financement de projets, Éd. DAR EL OTHMANIA, Alger 2007).
- Lobez F. : « Banque et Marchés du crédit » ; Edition PUF ; Paris ; 1997 .
- M. SION, D. BRAULT, Réussir son Business Plan, Éd. Dunod, 2ème édition, Paris 2009.
- Michel GAUDIN, le crédit aux particuliers, édition SEFI, Québec, 1996.

- MOURGUES.N « le choix des investissements dans l'entreprise », édition économique, Paris 1994.
- Pierre CONSO, Robert LAVAUD, Bernard COLASSE, Jean Luis FOUSSE, Georges NORDMANN et Roger BATAILLE, Dictionnaire de gestion financière, 3e édition Dunod Paris 1984.
- ROBERT HOUDAY ER : évaluation financière des projets 2eme Edition .
- Robert HOUDAYER, Évaluation financière des projets : Ingénierie de projets et décision d'investissement, Éd. Economica.
- ROUACH M et NAULLEAU G, Le contrôle de gestion bancaire et financière », REVUE BANQUE (Paris), 1998.
- SPLINDER J, « Contrôle des activités bancaire », ECONOMICA (Paris), 1998.
- Tahar Hadj Sadok « les risques de l'entreprise et de la banque » Edition Dahlab Boussaâda.

Site web :

- ecolier-online.com/quels-sont-les-principaux-objectifs-de-la-gestion-dentreprises .
- [Typologie des risques de crédit bancaire : Le risque opérationnel, Le risque politique, ... \(ecofinanc.com\)](http://ecofinanc.com)
- [Principaux objectifs de la gestion des risques - FRR \(fondsreserve.fr\)](http://fondsreserve.fr)

Tables des Matiers

Table des Matières

Introduction Général	1
Chapitre I : stratégie de financement des entreprises et implication des banques	3
Introduction du chapitre	4
Section 01 : notions de base sur l'entreprise	4
1.1. Définition de l'entreprise.....	4
1.2. Classification des entreprises	5
1.3. Rôle de l'entreprise	6
1.4. Les objectifs de l'entreprise	7
Section 02 : besoins de financement des entreprises	9
2.1. Analyse des besoins de financement.....	9
2.2. Les sources de financement disponible	11
2.3. Importance des décisions d'investissement pour les entreprises.....	15
Section 03 : le rôle des banques dans le financement des investissements	18
3.1. Fonctionnement du système bancaire	18
3.2. Types de produits financiers offerts aux entreprises.....	21
3.3. Analyse des pratiques actuelles des banques en matière de financement des investissements	22
Conclusion de chapitre.....	23
Chapitre II : l'évaluation de projets d'investissement et la gestion de risque de crédit..	24
Introduction du chapitre	25
Section 01 : Notions de base sur l'investissement et projet d'investissement	26
1.1. Définition de l'investissement	26
1.2 Les différents types d'investissement	27
1.3 Les caractéristiques d'investissement	29
1.4 La notion d'un projet	30
1.5 Les caractéristiques de projet d'investissement.....	32
Section 02 : crédit d'investissement et le risque	33
2.1 Le crédit d'investissement.....	33
2.2 Les typologies d'un crédit d'investissement	34
2.3 Les caractéristiques d'un crédit d'investissement	38
2.4 Le risque de crédit	39

Section 03 : La Gestion de risque de crédit et ses garanties	43
3.1. Définition de la gestion des risques	43
3.2 L'objectif de la gestion de risque.....	44
3.3 Processus de la gestion des risques bancaire.....	45
3.4 Evaluation et mesure du risque de crédit.....	47
3.5 Prise des Garanties	49
Conclusion de chapitre.....	51
Chapitre III : étude de cas analyse approfondie de la banque CPA SIDI AICH.....	52
Introduction du chapitre	53
Section 01 : présentation de la banque CPA SIDI AICH et son rôle dans le financement des investissements	53
1.1. Présentation de l'agence CPA SIDI AICH	53
1.2. Missions de l'agence CPA sidi AICH.....	54
1.3. La répartition des responsabilités de CPA SIDI AICH	54
1.4. Présentation du service crédit.....	57
Section 02 : montage et étude de la viabilité du projet d'investissement	59
2.1. Montage d'un dossier de crédit d'investissement :.....	59
2.2. Étude de viabilité du projet d'investissement (étude technico-économique) ...	64
Section 03 : étude de la rentabilité de projet d'investissement	67
3.1 Analyse des bilans réalisés	67
3.2 Analyse les soldes intermédiaires de gestion :	69
3.3 Le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) avant financement	69
3.4 Questionnaire	75
Conclusion du chapitre	81
Conclusion Général	82
Liste des Tableaux et figures	
Liste des abréviations	
La bibliographie	
Tables de maters	
Annexes	
Résumé	

Annexes

Financement du projet : Structure des financements souhaités

Apport personnel :

• En nature :	0
• En espèces :	3 281 142.00
Crédits bancaires souhaités : 70 % du projet	<u>7 656 000.00</u>
Total	10 937 142.00

Délais de remboursement : 05 ans.

IV .GESTION PREVISIONNELLE .

4.1 Matière et fournitures consommées et chiffre d'affaires prévisionnels.

Les matières et fournitures consommées sont en général les entretiens.

4.2 Services extérieurs.

ENTRETIEN	<u>945 000</u>
	945 000

4.3 Frais financiers

Financement souhaité du coût de l'investissement à concurrence de 7 656 000,00 DA
Au taux en vigueur, remboursable en 05ans.



TABLEAU DES REMBOURSEMENTS Taux 5.5%

Période	Principal	Intérêts	Annuités
2019	1 531 200.00	421 080.00	1 952 280.00
2020	1 531 200.00	336 864.00	1 868 064.00
2021	1 531 200.00	252 648.00	1 783 848.00
2022	1 531 200.00	168 432.00	1 699 632.00
2023	1 531 200.00	84 216.00	1 615 416.00

4.4 Frais divers.

Les assurances totales sont estimées à 235 000 DA

5. CHIFFRE D'AFFAIRE PREVISIONNEL : Grâce à l'acquisition de ce matériel
Le chiffre d'affaires connaîtra une évolution importante pour la 1ere année et
Une progression de plus pour les années futur.



Tableau des compte de résultats prévisionnels sur 05 ans

Désignation	Exercice n	Exercice n+1	Exercice n+2	Exercice n+3	Exercice n+4
Ventes de marchandises	-	-	-	-	-
Marchandises consommées	-	-	-	-	-
Marge brute	-	-	-	-	-
production vendue	-	-	-	-	-
Préstations fournies	5 170 000	5 404 000	5 638 000	5 872 000	5 106 000
Matières et fournitures consommées	80 000	92 000	104 000	116 000	128 000
Services	10 000	12 000	14 000	16 000	18 000
Valeur ajoutée	5 080 000	5 300 000	5 520 000	5 740 000	4 960 000
Frais de personnel	-	226 800	453 600	453 600	453 600
Frais divers	235 000	235 000	235 000	235 000	235 000
Versement forfaitaires	-	-	-	6 552	6 552
IMP	-	-	-	22 400	25 200
Frais financiers	421 080	336 864	252 648	168 432	84 216
Dotations aux amortissements	2 187 428	2 187 428	2 187 428	2 187 428	2 187 428
Charges d'exploitation	2 843 508	2 986 092	3 128 676	3 073 412	2 991 996
Resultat brut d'exploitation	2 236 492	2 313 908	2 391 324	2 666 588	1 968 004
IRG Bareme	-	-	-	837 306	592 801
Resultat net de l'exercice	2 236 492	2 313 908	2 391 324	1 829 282	1 375 203

BILAN PREVISIONNEL SUR 05 ANS

Rubrique	Exercice n	Exercice n+1	Exercice n+2	Exercice n+3	Exercice n+4
Actif:					
Frais preliminaires	1 569 000	1 569 000	1 569 000	1 569 000	1 569 000
Resorption des frais preliminaires					
Frais preliminaires net	1 569 000	1 569 000	1 569 000	1 569 000	1 569 000
Equipements	10 937 142	10 937 142	10 937 142	10 937 142	10 937 142
Amortissement equipements	2 187 428	4 374 856	6 562 285	8 749 713	10 937 142
Equipements net	8 749 714	6 562 286	4 374 857	2 187 429	-
Stocks (materes et fournitures)					
Banque	1 596 000	1 895 000	1 986 500	1 647 855	1 353 488
Caisse	1 424 520	1 209 250	1 201 482	1 648 790	1 286 970
Total actif	13 339 234	11 235 536	9 131 839	7 053 074	4 209 458
Passif					
Fonds propres	3 281 142	2 624 913	1 968 685	1 312 456	656 230
Emprunt bancaire	7 656 000	6 124 800	4 593 600	3 062 400	1 531 200
Emprunt ANSEJ					
Detts d'exploiatation	165 600	171 915	178 230	11 630	54 024
Résultat	2 236 492	2 313 908	2 391 324	2 666 588	1 968 004
Total passif	13 339 234	11 235 536	9 131 839	7 053 074	4 209 458

STR. ET ACT	1re année	2me année	3me année	4me année	5me année	RATIOS	1re année	2me année	3me année	4me année
FONDS PROP	5,517	4,939	4,359	3,978	2,624	%BILAN	41.36	43.96	47.74	56.41
DONT RES. REP.	2,236	2,314	2,391	2,666	1,968	%BILAN	16.76	20.59	26.19	37.80
C/C ASSI ACT <i>compte courant</i>						%BILAN	0.00	0.00	0.00	0.00
DLMT	7,656	6,125	4,594	3,062	1,531	%BILAN	57.40	54.51	50.31	43.42
autre dettes non courante							0.00	0.00	0.00	0.00
FONDS PERM.	13,173	11,064	8,953	7,040	4,155	%BILAN	98.76	98.47	98.05	99.83
IMMOB. NETTES	8,749	6,562	4,375	2,187	0	%BILAN	65.59	58.40	47.91	31.01
VAL. TEMP. IMMOB	1,569	1,569	1,569	1,569	1,569					
AMORT.	2,187	4,375	6,562	8,749	10,937	%Im.Brut	20.00	40.00	60.00	80.00
FONDS DE ROUL.	2,855	2,933	3,009	3,284	2,586	%CA	55.22	54.27	53.37	55.93
ST/TRAV EN CRS <i>Stock</i>						%CA	0.00	0.00	0.00	0.00
CREANCES COM. <i>crédit</i>						%CA	0.00	0.00	0.00	0.00
AUTRES CREANC.						%BILAN	0.00	0.00	0.00	0.00
D.C.T	166	172	178	12	54	%BILAN	1.24	1.53	1.95	0.17
B.F.R	-166	-172	-178	-12	-54	%CA	-3.21	-3.18	-3.16	-0.20
DISPONIBILITES	3,020	3,104	3,187	3,297	2,640	%BILAN	22.64	27.63	34.90	46.75
DETTES BANC.	0	0	0	0	0	%DETTES	97.88	97.27	96.27	99.61
TRESORERIE	3,021	3,105	3,187	3,296	2,640	%CA	58.43	57.46	56.53	56.13
TOTAL DU BILAN	13,339	11,236	9,131	7,052	4,209	%C.A	258.01	207.92	161.95	120.10
Mvment confiés <i>Mouvement</i>						%C.A	0.00	0.00	0.00	0.00
Chiffres d'affaires	5,170	5,404	5,638	5,872	5,106		#REF!	4.53	4.33	4.15
PRODUCTION VENDUE	5,170	5,404	5,638	5,872	5,106	%C.A	100.00	100.00	100.00	100.00
CONSOMMATIONS	90	104	118	132	146	%CA	1.74	1.92	2.09	2.25
VAL. AJOUTEE	5,080	5,300	5,520	5,740	4,960	%CA	98.26	98.08	97.91	97.75
CHARGES PERS. <i>onnd</i>	0	227	454	454	453	%CA	0.00	4.20	8.05	7.73
CHARGES FIN. <i>Financier</i>	421	337	253	168	84	%CA	8.14	6.24	4.49	2.86
Autres <i>Produit</i>							0.00	0.00	0.00	0.00
AUTRES CHARGES	235	235	235	264	267	%CA	4.55	4.35	4.17	4.50
AMORT. ANNUELS	2,187	2,187	2,187	2,187	2,187	%C.FLOW	49.43	48.59	47.77	54.44
Prod Hors expl						%CA	0.00	0.00	0.00	0.00
Charg Hors expl						%CA	0.00	0.00	0.00	0.00
RES. BRUT	2,237	2,314	2,391	2,667	1,969	%CA	43.27	42.82	42.41	45.42
Impôts	0	0	0	837	592					
R NET	2,237	2,314	2,391	1,830	1,377	%CA	43.27	42.82	42.41	31.16
CACH FLOW	4,424	4,501	4,578	4,017	3,564	%CA	85.57	83.29	81.20	68.41

II. EQUIPEMENTS :

2.1 EQUIPEMENTS A ACQUERIR (Neufs)

Qté	DESIGNATION	DINARS	C/PARTIE DA TTC
01	CHARGEUSE PELLETEUSE JCB	0	10 937 142.00
		0	10 937 142.00

2.2 APPORT EN NATURE

L'apport en espèces de 3 281 142 .00 DA

III. COUT ET FINANCEMENT DU PROJET.

RUBRIQUES	DEVISES	DINARS	TOTAL DA
CHARGEUSE PELLETEUSE JCB	0		10 937 142.00
Total	0		10 937 142.00



Nous sommes des étudiants en fin d'études en finance et comptabilité option comptabilité audit.

Dans le cadre de notre recherche de fin d'études, nous menons une enquête sur financement bancaire d'un projet d'investissement cas de **CPA Sidi Aich**.

Nous souhaitons obtenir de votre collaboration pour remplir un questionnaire qui nous permettra de recueillir des informations pertinentes pour notre étude auprès des différents acteurs De banques.

Nous tenons à préciser que ces informations seront utilisées uniquement à des fins scientifiques et que votre participation est volontaire.

Questions : pour cadre et maîtrise

1* Depuis combien d'années votre banque s'engage-t-elle dans le financement des projets d'investissement pour les entreprises ?

..... Depuis... Sa... création... (1966).....
.....

2* Quels sont les éléments distinctifs qui rendent votre banque unique et attrayante dans le domaine du financement des projets d'investissement ?

..... l'accompagnement, le conseil et le suivi.....
.....
.....

3* Quelles sont les principales industries ou secteurs dans lesquels votre banque accorde des financements pour des projets d'investissement ?

..... Industrie et le Batiment.....
.....
.....

4* Quelles sont les retombées concrètes pour les entreprises clientes qui bénéficient de ces caractéristiques distinctives de votre banque ?

honorer ses engagements et rentabiliser
projet

5* Comment votre banque évalue-t-elle généralement la crédibilité financière des entreprises sollicitant un financement pour des projets d'investissement ?

les bilans et les TCR

6* Quels outils ou systèmes informatiques votre banque utilise-t-elle pour évaluer les projets d'investissement et gérer les risques ?

les simulateurs sur système

7* Quelles sont les politiques de la banque en cas de pertes sur un projet financé ?

8* La banque a-t-elle des stratégies spécifiques pour récupérer les fonds en cas de perte sur un projet ?

9* Quelles sont les innovations technologiques les plus récentes adoptées par votre banque pour optimiser son rôle dans le financement des investissements des entreprises ?

Notre banque et dans les suivi des nouvelles
technologies pour bien optimiser son développement

10* Quelle est la part des prêts d'investissement dans le portefeuille global de prêts de votre banque ?

Le crédit d'investissement prend la grande part
dans le portefeuille global de notre banque



Nous sommes des étudiants en fin d'études en finance et comptabilité option comptabilité audit.

Dans le cadre de notre recherche de fin d'études, nous menons une enquête sur financement bancaire d'un projet d'investissement cas de **CPA Sidi Aich**.

Nous souhaitons obtenir de votre collaboration pour remplir un questionnaire qui nous permettra de recueillir des informations pertinentes pour notre étude auprès des différents acteurs De banques.

Nous tenons à préciser que ces informations seront utilisées uniquement à des fins scientifiques et que votre participation est volontaire.

Questions : pour cadre et maîtrise

1* Depuis combien d'années votre banque s'engage-t-elle dans le financement des projets d'investissement pour les entreprises ?

Pratiquement depuis sa création

2* Quels sont les éléments distinctifs qui rendent votre banque unique et attrayante dans le domaine du financement des projets d'investissement ?

Par son personnel, son accueil et l'assistance qu'elle offre durant la durée (Avant pendant l'étape de financement)

3* Quelles sont les principales industries ou secteurs dans lesquels votre banque accorde des financements pour des projets d'investissement ?

L'industrie, la BPTU/Batiment

4* Quelles sont les retombées concrètes pour les entreprises clientes qui bénéficient de ces caractéristiques distinctives de votre banque ?

honorer son engagement et fiabilité
leur projet.

5* Comment votre banque évalue-t-elle généralement la crédibilité financière des entreprises sollicitant un financement pour des projets d'investissement ?

À travers les bilans, l'ancienneté
de l'entreprise dans le domaine
d'activité

6* Quels outils ou systèmes informatiques votre banque utilise-t-elle pour évaluer les projets d'investissement et gérer les risques ?

les simulations internes

7* Quelles sont les politiques de la banque en cas de pertes sur un projet financé ?

en cas de non concrétisation des objectifs
attendus par le projet financé, la
banque utilise tout les moyens afin d'accompagner

8* La banque a-t-elle des stratégies spécifiques pour récupérer les fonds en cas de perte sur un projet ?

Oui non

9* Quelles sont les innovations technologiques les plus récentes adoptées par votre banque pour optimiser son rôle dans le financement des investissements des entreprises ?

l'innovation est l'un des objectifs de la
banque

10* Quelle est la part des prêts d'investissement dans le portefeuille global de prêts de votre banque ?

Résumé

Ce mémoire explore en profondeur le rôle des banques dans le financement des projets d'investissement, avec un focus particulier sur une entreprise de terrassement et travaux ruraux à Taourirt Amrouche. L'objectif principal est de comprendre comment les banques peuvent optimiser leur rôle dans le financement des investissements des entreprises afin de garantir une allocation efficace des ressources financières tout en atténuant les risques associés.

Pour atteindre cet objectif, nous avons analysé l'acquisition d'une machine chargeuse pelleuse par l'entreprise, en examinant les critères de viabilité de l'investissement, les impacts des fluctuations économiques et des politiques gouvernementales, ainsi que les stratégies de gestion des risques adoptées par l'entreprise.

L'étude s'appuie sur des données financières détaillées et un questionnaire adressé aux acteurs bancaires, révélant l'importance de l'accompagnement personnalisé et de l'évaluation rigoureuse des bilans financiers. Les résultats confirment la viabilité économique du projet, justifiant ainsi la décision de financement par la banque.

Enfin ce mémoire démontre la pertinence du projet d'investissement et propose des recommandations pour maximiser les opportunités de croissance, telles que la collaboration avec les partenaires bancaires et l'adoption de technologies modernes.

Les Mots clés :

Banques, Financement, Projets d'investissement, Allocation des ressources financières, Risques, Viabilité de l'investissement, Fluctuations économiques, Gestion des risques, Données financières, Évaluation des bilans financiers, Viabilité économique, Opportunités de croissance

Summary

To achieve this goal, we analyzed the acquisition of a loader backhoe machine by the company, examining the viability criteria of the investment, the impacts of economic fluctuations and government policies, as well as the risk management strategies adopted by the company.

The study relies on detailed financial data and a questionnaire addressed to banking stakeholders, revealing the importance of personalized support and rigorous evaluation of financial statements. The results confirm the economic viability of the project, thus justifying the bank's financing decision.

Finally, this thesis demonstrates the relevance of the investment project and proposes recommendations to maximize growth opportunities, such as collaboration with banking partners and the adoption of modern technologies.